



Le Choletais
L'audace pour réussir

**COMPTE-RENDU DU CONSEIL
DE L'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS
SEANCE DU LUNDI 21 SEPTEMBRE 2020**

XXXXX

Le vingt et un septembre deux mille vingt, à dix-huit heures trente, les représentants de l'Agglomération du Choletais, légalement convoqués le quinze septembre deux mille vingt, se sont réunis à la Salle des Fêtes, esplanade de la Grange, avenue Anatole Manceau à Cholet.

Présent(es) :

Gilles BOURDOULEIX : Président.

Isabelle LEROY, Alain PICARD, Jacqueline DELAUNAY, Guy SOURISSEAU, Sylvie ROCHAIS, Cédric VAN VOOREN, Jean-Paul BREGEON, Jean-Paul OLIVARES, Sylvain APAIRE, Pierre-Marie CAILLEAU, Patrick PELLOQUET, Médéric THOMAS, Michel VIAULT, Xavier TESTARD, Pascal BERTRAND : Vice-Présidents.

Florence DABIN, Olivier VITRÉ, Florence JAUNEAULT, Sylvain SENECAILLE, Sylvie BARBAULT, Guy BARRÉ, Josette GUITTON, Dominique LANDREAU, Annick JEANNETEAU, Dominique HERVÉ, Natacha POUPET-BOURDOULEIX, Dominique SECHET, Laurence TEXEREAU, Christophe PIET, Frédéric PAVAGEAU, Gérard PETIT, Patrice BRAULT, Philippe BERNARD, Florent BARRÉ, Sébastien CRÉTIN, Olivier RIO, Serge LEFÈVRE, Louis-Marie GUETTÉ, Ammar HADJI : Conseillers Délégués.

Olivier BAGUENARD, Jean-François BAZIN, Guy DAILLEUX, François DEBREUIL, Ingrid FERCHAUD, Astrid FRAPPIER, Cécile GUIGANTI, Elisabeth HAQUET, Anne HARDY (jusqu'à la délibération I-4), Kai-Ulrich HARTWICH, Patricia HERVOUET, Cyrille JAUNEAULT, Marie-Noëlle JOBARD, Marie-Françoise JUHEL, Evelyne PINEAU, Patricia RIGAUDEAU, Sylvie TOLASSY : Conseillers.

Absent(es) excusé(es) :

Philippe ALGOET (Ayant donné procuration à Médéric THOMAS), Jérémy CACHEUX, Sylvie CHARRIER (Ayant donné procuration à Cécile GUIGANTI), Ursula FONTAINE, Anne HARDY (ayant donné procuration à Madame Sylvie TOLASSY à compter de la délibération I-5) : Conseillers.

En application des articles L. 5211-1 et L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, le Conseil de Communauté désigne Madame Isabelle LEROY comme secrétaire de séance.

Les procès-verbaux des Conseils de Communauté des 15 et 22 juillet 2020 sont soumis à la signature des conseillers communautaires, conformément à l'article 26 du règlement intérieur.

Le Conseil de Communauté prend connaissance des décisions n° 250 à n° 316 prises par Monsieur le Président en vertu de la délégation de pouvoirs qu'il lui a donnée.

0-1 – PERSONNEL - VERSEMENT D'UNE PRIME COVID-19

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (58 " Pour ", 1 " Abstention ") décide,

Article 1 : d'approuver le versement d'une prime exceptionnelle aux agents mobilisés, sur le terrain ou qui ont dû intervenir à l'extérieur à l'appui des services prioritaires à la population, pendant la période du mardi 17 mars au dimanche 19 avril 2020, dans les conditions suivantes :

- 1 000 € pour ceux qui ont été mobilisés entre 20 et 23 jours,
- 750 € pour ceux qui ont été mobilisés entre 15 et 19 jours,
- 500 € pour ceux qui ont été mobilisés entre 10 jours et 14 jours.

Article 2 : d'approuver le versement d'une prime exceptionnelle aux agents qui se sont portés volontaires pendant la période d'état d'urgence sanitaire, dans les conditions suivantes :

- 200 € pour ceux qui ont renforcé les équipes pendant cinq jours,
- 400 € pour ceux qui ont renforcé les équipes pendant plus de cinq jours.

Article 3 : d'approuver le versement aux agents mis à disposition du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) et mobilisés dans les établissements et services éligibles à la prime versée par l'ARS, des montants perçus, sur la base des critères définis par l'ARS, sauf si ce calcul s'avérait moins favorable à l'agent que celui défini aux articles 1 et 2 de la présente délibération.

0-2 – INDEMNITÉS DES ÉLUS

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : de fixer le taux des indemnités à verser aux Président, Vice-Présidents et conseillers ayant reçu délégation de fonction et d'attribution, en pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique comme suit :

- Président : 142,60 % (montant mensuel indicatif : 5 546,28 €),
- Vice-Présidents : 30 % (montant indicatif mensuel : 1 166,82 €),
- Conseillers ayant reçu délégation d'attribution et de fonction de Secrétaire de commission : 20,93 % (montant mensuel indicatif : 814,05 €),
- Conseillers ayant reçu délégation d'attribution : 15,69 % (montant mensuel indicatif : 610,25 €),

- Conseillers sans délégation ayant reçu délégation de fonction de secrétaire de commission : 5,24 % (montant mensuel indicatif : 203,80 €).

Article 2 : de fixer les indemnités à verser aux conseillers communautaires à 6 % de l'indice brut terminal de la fonction publique (montant mensuel indicatif : 233,36 €). Cette indemnité est cumulable avec celle de conseiller ayant reçu délégation de fonction de secrétaire de commission.

Article 3 : de fixer la date d'application de cette décision au 1^{er} octobre 2020.

Article 4 : d'autoriser le versement d'une indemnité pour frais de représentation à Monsieur le Président, d'un montant de 300 € par mois.

(cf. annexe 0-2)

0-3 – MAISON DE L'ORIENTATION - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - RECRUTEMENT D'UN VACATAIRE EXPERT

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (52 " Pour ", 7 " Abstention ") décide,

Article 1 : d'autoriser le recrutement d'un vacataire expert en Conseil, pour la Maison de l'Orientation ainsi que pour d'autres projets et dossiers menés par le Service Enseignement Supérieur de l'Agglomération du Choletais, pour une période d'un an, à compter du 1^{er} septembre 2020.

Article 2 : de fixer la rémunération du vacataire sur la base d'un forfait brut de 90 € pour chaque vacation, dans la limite de 240 vacations par an.

X - BUREAU

X-1 – AGENCE POUR LA PROMOTION DU CHOLETAIS - MODIFICATION STATUTAIRE

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à la majorité (53 " Pour ", 6 " Contre ") décide,

Article 1 : d'approuver la modification apportée aux statuts de l'Établissement Public Administratif " Agence pour la Promotion du Choletais " portant le nombre de ses administrateurs à 12, répartis comme suit :

- 8 représentants désignés par le Conseil de Communauté en son sein dont 4 conseillers communautaires représentant la Ville de Cholet,
- 4 personnalités qualifiées extérieures, choisies en fonction de leur expérience en matière de communication mais n'exerçant plus professionnellement dans ce domaine.

Article 2 : de désigner, au sein du Conseil d'Administration de cet Établissement Public, les membres suivants :

- en qualité de représentants de l'Agglomération du Choletais :

- Madame Josette GUITTON,
- Madame Ingrid FERCHAUD,
- Madame Marie-Françoise JUHEL,
- Monsieur Cédric VAN VOOREN,
- Monsieur Patrice BRAULT,
- Monsieur Florent BARRÉ,
- Madame Evelyne PINEAU,
- Madame Patricia RIGAUDEAU,

- en qualité de personnalités qualifiées choisies en fonction de leur expérience en matière de communication, mais n'exerçant plus professionnellement dans ce domaine :

- Monsieur Gérard DORLOT,
- Monsieur Pierre BAUDRY,
- Madame Krystell BELLOUET,
- Monsieur John DAVIS.

X-2 – DOTATION DE SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE 2020

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : de fixer le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire pour 2020 à 71 442 €.

Article 2 : de fixer les critères de répartition suivants :

- 20 % au prorata de la population DGF des communes,
- 40 % en fonction de l'écart de potentiel fiscal quatre taxes par habitant de chaque commune par rapport au potentiel fiscal moyen par habitant du territoire de l'EPCI, pondéré par la part de la population communale dans la population totale de l'EPCI,
- 10 % en fonction de l'écart de revenu par habitant de chaque commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'EPCI pondéré par la population communale dans la population totale de l'EPCI,
- 30 % en fonction de trois critères représentatifs des charges supportées par les communes :
 - 1/3 au prorata de la population de 3 à 16 ans,
 - 1/3 au prorata du nombre de logements HLM dans les communes,
 - 1/3 au prorata du nombre de mètres linéaires de voirie communale.

Article 3 : de répartir la Dotation de Solidarité Communautaire au titre 2020 en fonction des critères adaptés comme suit :

Répartition de la DSC totale	Population DGF	En Euro	En Euro/hab.
Bégrolles-en-Mauges	2 084	1 448	0,69
Cernusson	373	304	0,81
Chanteloup-les-Bois	729	537	0,74
Cholet	56 192	37 298	0,66
Cléré-sur-Layon	365	313	0,86
Coron	1 646	1 116	0,68
La Plaine	1 080	773	0,72
La Romagne	1 964	1 289	0,66
La Séguinière	4 185	2 473	0,59
La Tessoualle	3 244	1 976	0,61
Le May-sur-Evre	3 899	2 515	0,65
Les Cerqueux	892	444	0,50
Lys-Haut-Layon	8 258	6 283	0,76
Maulévrier	3 250	1 978	0,61
Mazières-en-Mauges	1 182	717	0,61
Montilliers	1 268	894	0,71
Nuillé	1 535	937	0,61
Passavant-sur-Layon	149	150	1,01
Saint-Christophe-du-Bois	2 761	1 777	0,64
Saint-Léger-sous-Cholet	2 908	1 728	0,59
Saint-Paul-du-Bois	642	613	0,95
Somloire	916	612	0,67
Toutlemonde	1 364	843	0,62
Trémentines	3 022	2 001	0,66
Vezins	1 748	1 149	0,66
Yzernay	1 894	1 274	0,67
Total	107 550	71 442	0,66

X-3 – FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES 2020

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (57 " Pour ", 2 " Abstention ") décide,

Article unique : de valider la répartition dérogatoire du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) entre l'Agglomération du Choletais et ses communes membres, qui consiste à répartir à part égale entre l'Agglomération du Choletais et les 26 communes l'augmentation globale du solde bénéficiaire du FPIC constatée entre 2020 et 2019, soit 223 681 € en pondérant les trois critères légaux de la manière suivante : le revenu par habitant (33%), le potentiel fiscal par habitant (33%) et le potentiel financier par habitant (34%).

Les montants s'établissent ainsi :

Communes	FPIC 2020	FPIC 2020 (euro/hab)
Agglomération du Choletais	607 257 €	5,63 €
Bégrolles-en-Mauges	23 225 €	10,99 €
Cernusson	4 600 €	12,60 €
Chanteloup-les-Bois	7 486 €	10,31 €
Cholet	525 699 €	9,34 €
Cléré-sur-Layon	2 927 €	8,13 €
Coron	16 968 €	10,35 €
La Plaine	12 168 €	11,49 €
La Romagne	17 927 €	9,06 €
La Séguinière	29 009 €	6,84 €
La Tessoualle	26 647 €	8 12 €
Le May-sur-Evre	32 134 €	8,28 €
Les Cerqueux	4 148 €	4,68 €
Lys-Haut-Layon	82 463 €	9,99 €
Maulévrier	23 453 €	7,19 €
Mazières-en-Mauges	9 701 €	8,05 €
Montilliers	11 003 €	8,69 €
Nuaillé	11 591 €	7,65 €
Passavant-sur-Layon	1 406 €	9,50 €

Communes	FPIC 2020	FPIC 2020 (euro/hab)
Saint-Christophe-du-Bois	27 529 €	9,77 €
Saint-Léger-sous-Cholet	23 095 €	7,63 €
Saint-Paul-du-Bois	7 544 €	11,94 €
Somloire	8 423 €	9,27 €
Toutlemonde	13 307 €	9,77 €
Trémentines	24 866 €	8,09 €
Vezins	17 027 €	9,68 €
Yzernay	16 326 €	8,71 €
Total des communes	980 672 €	9,09 €

I - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - FINANCES - RESSOURCES HUMAINES

Enseignement Sup, Formation pro et apprentissage, Orientation

I-1 – DOMAINE UNIVERSITAIRE DU CHOLETAIS - CONVENTIONS AVEC L'UNIVERSITÉ D'ANGERS ET L'ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Monsieur Ammar HADJI ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver les termes des conventions à conclure avec l'Université d'Angers, d'une part, et l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers d'autre part, définissant les conditions de mise à disposition et les modalités de fonctionnement du Domaine Universitaire du Choletais et ce, pour une durée de trois ans à compter de la rentrée 2020.

Ressources Humaines, Mobilité et Mutualisations

I-2 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : de procéder à la création des emplois telles que mentionnées ci-dessous :

Direction	Service	Emploi supprimé	Emploi créé	Justification	Date d'effet
Aménagement	Urbanisme Prévisionnel et Opérationnel / Habitat		2 emplois du cadre d'emplois des Rédacteurs	Création de 2 postes pour une durée de 3 ans. Renfort dans le cadre des procédures d'évolution de PLU.	01/10/20

Statuts AdC - Représentations

I-3 – DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE L'AGGLOMÉRATION DANS DIVERS ORGANISMES ET INSTANCES

En l'absence d'opposition, l'unanimité de l'Assemblée s'est dégagée pour procéder aux votes à mains levées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (53 " Pour ", 6 " Abstention ") décide,

Article 1 : de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de l'Agglomération du Choletais au sein de Loire en Layon Développement comme suit :

- Monsieur Philippe BERNARD (titulaire),
- Monsieur Guy SOURISSEAU (suppléant).

Article 2 : de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de l'Agglomération du Choletais pour siéger au sein du Conseil d'Administration d'Habitat Jeune du Choletais comme suit :

- Monsieur Frédéric PAVAGEAU (titulaire),
- Monsieur Ammar HADJI (suppléant).

Article 3 : de désigner un représentant titulaire de l'Agglomération du Choletais au sein de l'École Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers comme suit :

- Monsieur Ammar HADJI.

Article 4 : de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de l'Agglomération du Choletais pour siéger au sein du Conseil de l'Institut Universitaire de Technologie d'Angers/Cholet (IUT) comme suit :

- Monsieur Ammar HADJI (titulaire),
- Monsieur Jean-Paul OLIVARES (suppléant).

Article 5 : de désigner un représentant titulaire de l'Agglomération du Choletais pour siéger au sein de l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers de la Région des Pays de la Loire (AG CNAM) comme suit :

- Monsieur Sylvain APAIRE.

Article 6 : de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de l'Agglomération du Choletais pour siéger au sein de l'UFR ESTHUA Tourisme et Culture comme suit :

- Monsieur Ammar HADJI (titulaire),
- Monsieur Patrick PELLOQUET (suppléant).

Article 7 : de désigner un représentant titulaire de l'Agglomération du Choletais pour siéger au sein du comité d'orientation stratégique (COS) et du Bureau du Campus des métiers et des qualifications des industries créatives de la mode et du luxe de la Région des Pays de la Loire, comme suit :

- Monsieur Sylvain APAIRE.

Article 8 : de désigner, par établissement, un représentant titulaire de l'Agglomération du Choletais pour siéger au sein du Conseil d'Administration des établissements d'enseignement scolaire comme suit :

Collège Joachim du Bellay :

- Monsieur François DEBREUIL,

Collège Colbert :

- Monsieur Dominique HERVÉ,

Collège Trémolières :

- Monsieur Olivier BAGUENARD,

Collège République :

- Madame Jacqueline DELAUNAY,

Collège Clémenceau :

- Monsieur Jean-Paul OLIVARES,

Collège de la Vallée-du-Lys :

- Madame Marie-François JUHEL,

Lycée Europe :

- Monsieur Ammar HADJI,

Lycée Polyvalent Renaudeau-La Mode :

- Monsieur Patrick PELLOQUET.

Article 9 : de désigner un représentant de l'AdC pour siéger au sein du Comité des Œuvres Sociales de Maine-et-Loire comme suit :

- Monsieur Michel VIAULT.

Article 10 : de désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants de l'Agglomération du Choletais au sein d'Initiatives Emplois comme suit :

- Titulaires :
- Monsieur Jean-Paul OLIVARES,
- Madame Marie-Françoise JUHEL,
- Suppléants :
- Monsieur Philippe ALGOET,
- Madame Ursula FONTAINE.

Article 11 : de désigner deux représentants titulaires de l'Agglomération du Choletais au sein de l'Association de Gestion Europe Inclusion 49 (AGEI 49) comme suit :

- Monsieur Jean-Paul OLIVARES,
- Madame Laurence TEXEREAU.

Article 12 : de désigner un représentant titulaire de l'Agglomération du Choletais pour siéger au sein de l'Assemblée Générale de l'Office des Retraités et Personnes Âgées de Cholet (ORPAC) comme suit :

- Madame Jacqueline DELAUNAY.

Article 13 : de désigner trois représentants titulaires de l'Agglomération du Choletais, dont le Vice-Président en charge des personnes âgées, pour siéger au sein du collège des élus de l'Assemblée Générale de l'Instance Gérontologique de l'Agglomération du Choletais comme suit :

- Madame Jacqueline DELAUNAY, en sa qualité de Vice-Présidente en charge des personnes âgées,
- Madame Natacha POUPET-BOURDOULEIX,
- Madame Sylvie BARBAULT.

Article 14 : de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de l'Agglomération du Choletais au sein du Réseau Ville Amie des Aînés comme suit :

- Madame Natacha POUPET-BOURDOULEIX (titulaire),
- Madame Jacqueline DELAUNAY (suppléant),

ainsi qu'un représentant de l'Agglomération du Choletais au sein du Réseau Mondial Ville Amie des Aînées comme suit :

- Madame Natacha POUPET-BOURDOULEIX.

Article 15 : de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant du Conseil de Communauté et trois personnalités qualifiées pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Anjou Théâtre comme suit :

- représentants du Conseil de Communauté :
- en qualité de représentant titulaire : Monsieur Patrick PELLOQUET,
- en qualité de représentant suppléant : Madame Patricia RIGAUDEAU,
- personnalités qualifiées :
- Madame Brigitte COURJARET,
- Monsieur François GIRARD,
- Monsieur Hervé FILLON.

Article 16 : de désigner un représentant titulaire de l'Agglomération du Choletais au sein de la Fédération Nationale des SCOT comme suit :

- Monsieur Alain PICARD.

Article 17 : de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de l'Agglomération du Choletais au sein du Comité technique départemental de la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de Maine-et-Loire comme suit :

- 1 représentant titulaire : Madame Sylvie ROCHAIS,
- 1 représentant suppléant : Monsieur Jean-François BAZIN.

Article 18 : de désigner un représentant de l'Agglomération du Choletais pour siéger au Conseil d'Administration de la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de Maine-et-Loire comme suit :

- Monsieur Guy BARRÉ.

Article 19 : de désigner trois représentants titulaires de l'Agglomération du Choletais pour siéger au sein de l'Assemblée Générale du Comité Régional de Développement Agricole des Mauges (CRDAM) comme suit :

- Madame Sylvie ROCHAIS,
- Monsieur Jean-François BAZIN,
- Monsieur Serge LEFEVRE.

Article 20 : de désigner un représentant de l'Agglomération du Choletais pour participer au collège électoral du Syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire (SIEM), en lieu et place de Monsieur Florent BARRÉ, comme suit :

- Monsieur Frédéric PAVAGEAU.

Budget

I-4 – TASCOM - COEFFICIENT MULTIPLICATEUR

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à la majorité (53 " Pour ", 6 " Contre ") décide,

Article unique : d'appliquer, à partir de 2021, un coefficient multiplicateur de 1,20 au montant de la Taxe sur les Surfaces Commerciales (TasCom), perçue sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération du Choletais.

I-5 – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) ALTER ÉNERGIES - PRISE DE PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE (SAS) DÉDIÉE AUX PROJETS PHOTOVOLTAÏQUES

Mesdames Anne HARDY et Sylvie TOLASSY quittent la séance. Madame Sylvie TOLASSY revient au moment du vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (56 " Pour ", 3 " Abstention ") décide,

Article unique : d'approuver la prise de participation financière de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Alter Energies dans la Société par Actions Simplifiée (SAS), en cours de constitution avec la Société See You Sun, dédiée au portage de projets photovoltaïques, pour un montant maximum de 421 200 €, réparti en apport en capital social pour 400 € et en compte-courant d'associés pour 420 800 €.

I-6 – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) ALTER ÉNERGIES - PRISE DE PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE (SAS) DÉDIÉE AU PROJET DE LA CENTRALE SOLAIRE À BOURGNEUF-EN-MAUGES

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (58 " Pour ", 1 " Abstention ") décide,

Article unique : d'approuver la prise de participation financière de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Alter Energies dans la Société par Actions Simplifiée (SAS) " SmiléPhotov'Bourgneuf ", dédiée au portage du projet de la centrale solaire au sol, située à Bourgneuf-en-Mauges, pour un montant maximum de 400 000 €, consistant dans un premier temps en l'acquisition de 35 % des actions de la société pour un montant de 1 750 €, puis, dans un deuxième temps, en apportant le complément sous forme de compte courant d'associés ou dans le cadre d'augmentation de capital.

I-7 – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) ALTER ÉNERGIES - PRISE DE PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE (SAS) DÉDIÉE AU PROJET DE LA CENTRALE SOLAIRE À TIERCÉ

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (58 " Pour ", 1 " Abstention ") décide,

Article unique : d'approuver la prise de participation financière de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Alter Energies dans la Société par Actions Simplifiée (SAS) " SmiléPhotov'Tiercé ", dédiée au portage du projet de la centrale solaire au sol, située à Tiercé, pour un montant maximum de 500 000 €, consistant dans un premier temps en l'acquisition de 60 % des actions de la société pour un montant de 3 000 €, puis, dans un deuxième temps, en apportant le complément sous forme de compte courant d'associés ou dans le cadre d'augmentation de capital.

I-8 – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) ALTER ÉNERGIES - AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DANS LA SAS CENTRALE SOLAIRE CHAMP DE LIVEAU

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (58 " Pour ", 1 " Abstention ") décide,

Article unique : d'approuver l'augmentation de la participation financière de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Alter Energies dans la Société par Actions Simplifiée (SAS) Centrale Solaire Champ de Liveau, dédiée au portage du projet de la centrale solaire au sol Champ de Liveau à Montreuil-Bellay. Cette participation s'élèverait à hauteur de 715 659 € maximum, dont 500 € sous forme d'apport numéraire en capital et le solde en avances en compte-courant d'associés.

I-9 – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) ALTER ÉNERGIES - CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE (SAS) DÉDIÉE AU PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL DE CHAZÉ-HENRY

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (54 " Pour ", 5 " Abstention ") décide,

Article 1 : d'approuver la constitution par la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Alter Energies, conjointement avec la commune d'Ombrée d'Anjou, d'une Société par Actions Simplifiée (SAS), dédiée au portage du projet en vue de candidater à la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) ainsi qu'à la réalisation et l'exploitation de la centrale solaire au sol à Chazé-Henry, située à Ombrée d'Anjou, par apport en numéraire en capital d'un montant de 500 €, à libérer de moitié lors de la constitution.

Article 2 : d'approuver la participation financière de la SAEML Alter Energies dans cette SAS pour un montant maximum de 50 475 €, réparti à hauteur de 475 € d'apport en capital social et 50 000 € en avance d'associés correspondant aux études de développement.

II - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - AGRICULTURE

Économie (création et commercialisation des zones)

II-1 – CESSION DE TERRAIN À LA SOCIÉTÉ MILIBAT - ZONE DU PARC 5 - SAINT-CHRISTOPHE-DU-BOIS

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver la cession à la société MILIBAT, ou toute autre personne morale qui s'y substituerait, d'un terrain de 2 521 m², cadastré AL 286, situé zone du Parc 5 à St Christophe-du-Bois, sur la base d'un prix ferme de 22 € HT/m². Le prix de cession sera majoré de la TVA selon le taux et les modalités applicables le jour de la cession.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer l'ensemble des actes nécessaires à la vente.

(cf. annexe II-1)

II-2 – CESSION DE TERRAIN À LA SCI ALCALEO - ZONE D'ACTIVITÉ DE L'EVÊCHÉ À CORON

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver la cession à la SCI ALCALEO ou toute autre personne morale qui s'y substituerait, d'un terrain cadastré AB 1113p, pour environ 1 500 m² (surface à parfaire par un bornage), situé Zone d'Activités de l'Evêché à Coron sur la base d'un prix ferme de 7 € HT/m². Le prix de cession sera majoré de la TVA selon le taux et les modalités applicables le jour de la cession.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer l'ensemble des actes nécessaires à la vente.

(cf. annexe II-2)

II-3 – CESSION D'UN TERRAIN À LA SCI BRUMSQUI - ZONE D'ACTIVITÉS DU CHÊNE ROND AU PUY-SAINT-BONNET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver la cession à la SCI BRUMSQUI ou toute autre personne morale qui s'y substituerait, d'un terrain cadastré 950 AI 274p, pour environ 5 550 m² (surface à parfaire par un bornage), situé Zone d'Activités du Chêne Rond au Puy-Saint-Bonnet sur la base d'un prix ferme de 15 € HT/m². Le prix de cession sera majoré de la TVA selon le taux et les modalités applicables le jour de la cession.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer l'ensemble des actes nécessaires à la vente.

(cf. annexe II-3)

II-4 – CESSION DE TERRAIN À MESSIEURS CHARLES ET ALEXANDRE TOUBOULIC (POUR DALLAGE DE L'OUEST) - ZONE DE L'ÉCUYÈRE À CHOLET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver la cession à messieurs Charles et Alexandre TOUBOULIC, ou toute personne morale qui s'y substituerait, d'un terrain cadastré CR 727, 731, 738 et 739 d'une surface de 2 140 m², situé zone de l'Ecuyère à Cholet, sur la base d'un prix ferme de 50 € HT/m². Le prix de cession sera majoré de la TVA selon le taux et les modalités applicables le jour de la cession.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer l'ensemble des actes nécessaires à la vente.

(cf. annexe II-4)

II-5 – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - ZAC DU CORMIER 5 - COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ D'ALTER PUBLIC À L'AGGLOMÉRATION DU CHOLETAIS

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité des suffrages valablement exprimés (58 " Pour ", 1 " Abstention ") décide,

Article unique : de prendre acte par un vote du compte-rendu financier de l'exercice 2019, établi par Alter Public dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC du Cormier 5 à Cholet, et notamment le montant du bilan prévisionnel actualisé de l'opération de 13 186 000 €.

Tourisme

II-6 – TAXE DE SÉJOUR - TARIFS 2021

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver les tarifs de la taxe de séjour ci-joints pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, ainsi que la date butoir de reversement au 15 mars 2022.

(cf. annexe II-6)

II-7 – SENTIER DE LA RIBOU'CLE - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC SNCF RESEAU

Monsieur Kai-Ulrich HARTWICH quitte la séance avant le vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'autoriser la signature de la convention d'occupation du domaine public à conclure avec SNCF Réseau portant sur le bien immobilier occupant l'assiette de la voie ferrée n° 523 000 et ses abords sur un linéaire d'environ 243 m, au lieu-dit " la Roche du Ribalet " (à Cholet : parcelles ES 231p, ES 86 et ES 87 ; à Maulévrier : parcelle C48p). La convention est conclue pour une durée de 8 ans, à compter du 1^{er} mai, moyennant le paiement des frais de dossier pour 500 € HT (payables une fois à la signature de la convention) et des frais de gestion à hauteur de 77,44 € HT par an.

III - SOLIDARITÉ ET PROXIMITÉ

Politique de la Ville - Accessibilité - Prévention de la délinquance

III-1 – CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMÉRATION CHOLETAISE - DEUXIÈME PROGRAMMATION 2020

Monsieur Kai-Ulrich HARTWICH revient en séance.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver les actions et les financements, constituant la deuxième programmation 2020 du Contrat de Ville, ci-annexée, pour un montant global de 34 863 €.

Il est convenu que l'Agglomération du Choletais verse aux partenaires les aides financières en lieu et place de la Ville de Cholet, cette dernière allouant une contribution financière compensant ces versements.

Article 2 : d'adopter les avenants aux conventions à signer avec les organismes suivants :

- Association du Centre Social du Planty,
- Association pour la Formation et le Développement de l'Initiative Locale (AFODIL)
- Centre Social et Socioculturel Horizon,
- Centre Social et Socioculturel Pasteur.

(cf. annexe III-1)

III-2 – CONSEIL LOCAL DE SANTÉ MENTALE - MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ACTEURS EN SANTÉ MENTALE ET LOGEMENT

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver les modalités de coopération en matière de santé mentale et logement formalisées entre les bailleurs sociaux, le pôle santé mentale du Centre Hospitalier de Cholet et l'Agglomération du Choletais ci-annexées.

(cf. annexe III-2)

IV - CULTURE

Musées et ludothèque

IV-1 – CARTE PASS VIP EN ANJOU

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver la convention de partenariat à conclure avec le Groupement d'Intérêt Public nommé Agence Départementale du Tourisme – Anjou Tourisme pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

IV-2 – MUSÉES DE CHOLET - DEUXIÈME PLAN DE RÉCOLEMENT (2020-2025)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : de valider le deuxième plan de récolement décennal, ci-annexé, défini pour les collections détenues par les Musées de Cholet.

(cf. annexe IV-2)

Conservatoire et école d'arts

IV-3 – CONSERVATOIRE DU CHOLETAIS - PARTENARIAT AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE - PROJET CHORALE À L'ÉCOLE

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver la convention relative à l'organisation d'activités impliquant des intervenants extérieurs à conclure avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Maine-et-Loire, pour l'intervention, pendant l'année scolaire 2020-2021, d'un(e) musicien(ne) du Conservatoire du Choletais auprès des élèves de l'école Saint-Exupéry de Trémentines, pour une durée de neuf mois et ce jusqu'au 28 juin 2021.

V - AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

Habitat

V-1 – ACCUEIL, INFORMATION ET ORIENTATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver la convention à conclure, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, avec le Conseil Départemental de Maine-et-Loire et l'association Habitat Jeunes du Choletais pour le financement des permanences d'Accueil, Information et Orientation pour le logement des jeunes sur le territoire de l'Agglomération du Choletais, et d'attribuer une participation financière de 2 000 € pour l'année 2020.

V-2 – AIDE FINANCIÈRE AU LOGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE L'HABITAT

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'accorder une subvention, au titre de la politique locale de l'habitat, dans les conditions suivantes :

<u>Au titre de l'aide à l'acquisition-amélioration du parc privé en centre-ville et centre-bourg</u>		
<u>Bénéficiaire</u>	<u>Lieu</u>	<u>Montant maximum</u>
Madame TAUZIET et Monsieur DE PRADA	1 logement situé à Cholet	7 000 €

V-3 – FICHER DÉPARTEMENTAL DE LA DEMANDE LOCATIVE SOCIALE DU MAINE-ET-LOIRE - CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC LE CREHA OUEST

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : de passer une convention avec l'Association Centre Régional d'Études pour l'Habitat de l'Ouest (CREHA OUEST) pour le fonctionnement du Fichier Départemental de la Demande Locative Sociale du Maine-et-Loire pour les années 2020, 2021 et 2022.

Article 2 : de participer forfaitairement pour un montant de 5 695 euros TTC annuel.

V-4 – CONVENTION DE PARTENARIAT 2020 AVEC SÈVRE LOIRE HABITAT

Madame Isabelle LEROY ne prend pas part au vote en sa qualité de Présidente de Sèvre Loire Habitat.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver les termes de la convention de partenariat, à conclure avec l'Office Public de l'Habitat " Sèvre Loire Habitat " pour l'année 2020, ayant pour objet la mise en oeuvre de la politique de l'Agglomération du Choletais en matière de logement social, et le versement d'une subvention annuelle spécifique de 40 000 €.

V-5 – ANIMATION DE L'ESPACE INFO ÉNERGIE - PARTICIPATION

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver la convention de partenariat à conclure avec l'association Alisée, visant à animer l'Espace Info Energie et contractualisant l'attribution d'une participation de 5 900 euros pour la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2020.

PLU

V-6 – PRESCRIPTION DE LA RÉVISION ALLÉGÉE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA TESSOUALLE ET ARRÊT DES MODALITÉS DE COLLABORATION AVEC LES COMMUNES MEMBRES

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : de prescrire la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Tessoualle.

Article 2 : de définir l'objectif premier de la procédure comme étant de permettre l'extension du domaine de La Guinchelière et plus globalement, les objectifs d'intérêts généraux suivants :

- Accompagner la diversification de l'offre d'équipements et de services,
- Soutenir les activités économiques,
- Favoriser l'attractivité de la commune de La Tessoualle, de l'Agglomération du Choletais et des territoires voisins,
- Mettre en valeur les spécificités naturelles du territoire de l'Agglomération du Choletais,
- Protéger les milieux naturels dès la démarche de planification.

Article 3 : de fixer les modalités de concertation comme exposées en annexe 1.

Article 4 : d'arrêter les modalités de collaboration avec les communes membres comme exposées en annexe 2.

(cf. annexe V-6)

V-7 – APPROBATION DE LA MODIFICATION N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA TESSOUALLE

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : de faire évoluer le dossier de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de La Tessoualle tel qu'il est présenté en annexe 2 afin de prendre en compte les remarques émises par les organismes consultés, ainsi que dans le cadre de l'enquête publique, dont le bilan est joint au sein de l'annexe 1, et notamment la rectification d'erreurs matérielles identifiées dans certaines pièces du PLU (plan de zonage, plan des Servitudes d'Utilité Publique), l'ajout d'une disposition visant à limiter l'imperméabilisation sur le secteur de la zone humide de La Rimbouillère (NDe), et l'ajout d'une note paysagère relative au secteur de La Rimbouillère.

Article 2 : d'approuver la procédure de modification n° 3 du PLU de la commune de La Tessoualle.

(cf. annexe V-7)

V-8 – APPROBATION DE LA DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE MAULÉVRIER

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : de déclarer le projet d'extension de l'entreprise GABORIT d'intérêt général sur la base des arguments présentés en annexe 2.

Article 2 : de mettre en compatibilité le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Maulévrier en conséquence, tel que présenté en annexe 2.

(cf. annexe V-8)

V-9 – PLUI-H - INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES - DEMANDE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL POUR ACCÉDER AUX PROPRIÉTÉS PRIVÉES

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : de solliciter Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire afin qu'il délivre un arrêté autorisant l'accès aux propriétés privées sur la totalité du territoire de l'Agglomération du Choletais, dans le cadre de la conduite des études d'identification des zones humides sur les secteurs à urbaniser en extension urbaine à inscrire au Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat.

Négociations foncières et patrimoniales

V-10 – ACQUISITION DE TERRAINS À MONSIEUR LOUIS-MARIE BEAUFRETON À LA SÉGUINIÈRE - RÉSERVE FONCIÈRE

Monsieur Kai-Ulrich HARTWICH quitte la séance avant le vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver l'acquisition de la propriété de Monsieur Louis-Marie BEAUFRETON, cadastrée ZI 101 à La Séguinière, d'une surface d'environ 7ha 68a 79ca, telle que matérialisée sur le plan ci-joint.

Article 2 : de conclure avec Monsieur Louis-Marie BEAUFRETON, l'acte de vente de la parcelle ZI 101, au prix net vendeur de 205 347,50 €, sur les bases de valorisation suivantes :

- 25 000,00 € nets par hectare, soit pour la surface de 7ha 68a 79 ca la somme de 192 197,50 €,
- 5,00 € nets le mètre linéaire de haie bocagère soit pour 330 mètres la somme de 1 650 €,
- 7 000,00 € nets pour le puits,
- 1 500,00 € nets pour le hangar,
- 3 000,00 € nets pour le cabanon.

Article 3 : de prendre en charge les frais d'acte pour cette acquisition.

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes préparatoires et authentiques nécessaires à cette acquisition.

(cf. annexe V-10)

V-11 – ACQUISITION DE TERRAINS À L'INDIVISION BEAUFRETON À LA SÉGUINIÈRE - RÉSERVE FONCIÈRE

Monsieur Kai-Ulrich HARTWICH revient en séance avant le vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver l'acquisition de la propriété de l'indivision BEAUFRETON, cadastrée ZI 74 à La Séguinière, d'une surface d'environ 5ha 16a 46ca, telle que matérialisée sur le plan ci-joint.

Article 2 : de conclure avec l'indivision BEAUFRETON, l'acte de vente de la parcelle susmentionnée, au prix net vendeur de 131 365 €, sur les bases de valorisation suivantes :

- 25 000,00 € nets par hectare, soit pour 5ha 16a 46ca la somme de 129 115,00 € nets ;

- 5,00 € nets par mètre linéaire de haie bocagère, soit pour 450 mètres la somme de 2 250,00 € nets ;

Article 3 : de prendre en charge les frais d'acte pour cette acquisition.

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes préparatoires et authentiques nécessaires à cette acquisition.

(cf. annexe V-11)

V-12 – ACQUISITION D'UN TERRAIN À LA SOCIÉTÉ JOY CONSULTING - ZAC ACTIPARC - LYS-HAUT-LAYON

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'acquérir auprès de la société JOY CONSULTING un terrain à bâtir de 3 hectares, composé des parcelles cadastrées ZA n°23 et 31, et situé dans la ZAC Actiparc, à Lys-Haut-Layon, au prix de rétrocession convenu dans l'acte d'achat de la société, à savoir 170 631,13 € nets, étant précisé que les frais notariés seront à la charge de la société JOY CONSULTING.

Article 2 : de solliciter pour cette acquisition l'exonération des droits de mutation prévue à l'article 1042 du code général des impôts.

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer l'ensemble des actes nécessaires à cette acquisition.

(cf. annexe V-12)

V-13 – ACQUISITION D'UN TERRAIN À MADAME DUPONT ET MONSIEUR FRADIN À TRÉMENTINES - RÉGULARISATION FONCIÈRE

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver l'acquisition de la propriété de Madame DUPONT et de Monsieur FRADIN, cadastrée ZR 33 à Trémentines, pour une surface de 115 m², telle que matérialisée dans le plan ci-joint.

Article 2 : de conclure avec Madame DUPONT et Monsieur FRADIN, l'acte de vente de la parcelle ZR 33 pour un montant de 2,25 € nets le m², soit pour une surface de 115 m², la somme de 258,75 € nets.

Article 3 : de prendre en charge les frais d'acte pour cette acquisition.

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes préparatoires et authentiques nécessaires à cette acquisition.

(cf. annexe V-13)

V-14 – CESSION À LA COMMUNE DE MAULÉVRIER DU SURPLUS DE TERRAIN - DÉCHÈTERIE "LE PRÉ GOUCHEAU"

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article 1 : d'approuver la cession pour l'euro symbolique à la commune de Maulévrier de la parcelle cadastrée section D n° 245p, située " Le Pré Goucheau " à Maulévrier, d'une superficie d'environ 14 518 m², étant précisé que les frais de bornage et de notaire seront supportés par l'Agglomération du Choletais.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer l'ensemble des actes nécessaires à la cession.

(cf. annexe V-14)

VI - ENVIRONNEMENT

Déchets

VI-1 – CONSTRUCTION DES NOUVELLES DÉCHÈTERIES DU BOCAGE ET DE LYS-HAUT-LAYON - APPROBATION DES PROGRAMMES D'OPÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver les programmes d'opération relatifs à la construction des deux nouvelles déchèteries intercommunales dite du " Bocage " et de "Lys-Haut-Layon" en remplacement des éco-points existants, pour une enveloppe prévisionnelle de travaux estimée à 4 millions € HT / 4,8 millions € TTC, décomposée ainsi :

- déchèterie du " Bocage " : 1 575 000 € HT / 1 890 000 € TTC,
- déchèterie de " Lys-Haut-Layon " : 2 425 000 € HT / 2 910 000 € TTC.

Eau

VI-2 – RENOUELEMENT, RÉHABILITATION ET RENFORCEMENT DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES, D'EAUX PLUVIALES ET D'EAU POTABLE - SECTEUR HALLES CENTRE-VILLE - CHOLET - APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver le programme de travaux relatif au renouvellement et au renforcement des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eau potable dans le périmètre concerné par le programme " Action Cœur de Ville " de Cholet, pour une enveloppe prévisionnelle de travaux de 1 650 000 € HT, soit 1 980 000 € TTC.

VI-3 – SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES MAUGES ET DE LA GÂTINE (SIDAEP MAUGES GÂTINE) - ENGAGEMENT D'ACHAT EAU ANNUEL

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver l'engagement d'achat d'eau auprès du Syndicat Interdépartemental pour l'Alimentation en Eau Potable (SIDAEP) des Mauges et de la Gâtine à hauteur de 2 000 000 m³/an.

Assainissement

VI-4 – CONTRÔLE DE LA CONFORMITÉ DES RACCORDEMENTS ASSAINISSEMENT - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - SAUR FRANCE

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver les termes du protocole à intervenir avec la société SAUR France soldant le marché " contrôle de la conformité des raccordements d'assainissement " pour la période du 27 juillet 2016 au 31 décembre 2017.

Protection de la ressource

VI-5 – MISE EN PLACE DU PLAN D'ACTIONS 2021-2026 POUR LA RECONQUÊTE DE LA QUALITÉ DES EAUX DE RIBOU

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver le Plan d'Actions du bassin-versant du captage de Ribou, pour mettre en œuvre les 16 actions du programme 2021-2026 telles que présentées en annexe ci-jointe, pour un montant total de 6 651 000 € TTC.

(cf. annexe VI-5)

Protection et mise en valeur de l'environnement : développement durable et énergies renouvelables

VI-6 – PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL - DÉFINITION DES MODALITÉS D'ÉLABORATION, DE CONCERTATION ET DE CONSULTATION

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique: d'approuver les modalités d'élaboration, de concertation et de consultation du Plan Climat Air Energie Territorial de l'Agglomération du Choletais, détaillées dans l'état annexé à la présente délibération.

(cf. annexe VI-6)

VII - BÂTIMENTS - VOIRIES - GRANDS PROJETS - MOBILITÉ

Voirie et réseaux publics

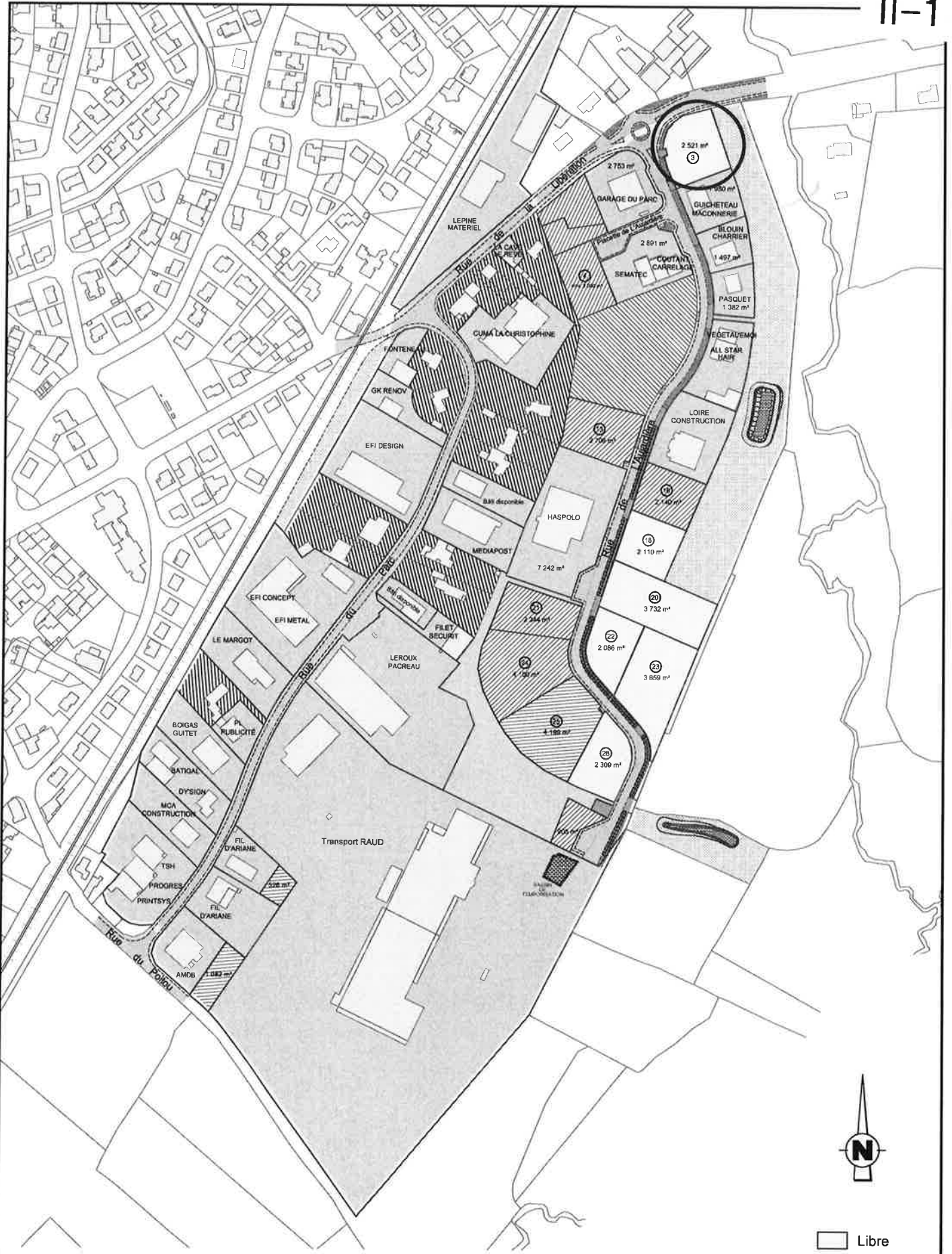
VII-1 – AMÉNAGEMENT AVENUE EDMOND MICHELET (RD13) - CONVENTION D'AUTORISATION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN AVEC LE DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE - CHOLET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité décide,

Article unique : d'approuver la convention à conclure avec le Département de Maine-et-Loire, régissant les modalités de réalisation d'une piste cyclable et d'un trottoir ainsi que les modalités de l'entretien ultérieur Avenue Edmond Michelet à Cholet, pour une durée de 10 ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes identiques.

**INDEMNITES VERSEES AUX ELUS
AGGLOMERATION DU CHOLETAIS**

FONCTION	NOMBRE D'ELUS CONCERNES	TAUX VERSE EN POURCENTAGE DE L'INDICE TERMINAL DE LA FONCTION PUBLIQUE	MONTANTS INDIVIDUELS INDICATIFS AU 01/06/2020
Président	1	142,60%	5 546,28 €
Vice-Président	15	30,00%	1 166,82 €
Membre du bureau – Conseiller délégué Secrétaire de Commission	5	20,93%	814,05 €
Membre du bureau - Conseiller délégué	18	15,69%	610,25 €
Conseiller sans délégation – Secrétaire	1	11,24%	437,17 €
Conseiller sans délégation	21	6,00%	233,36 €



- Libre
- Vendu
- Réservé
- Habitation
- Invendable



Le Choletais
L'audace pour réussir

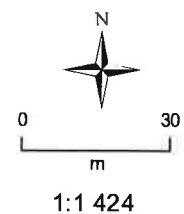
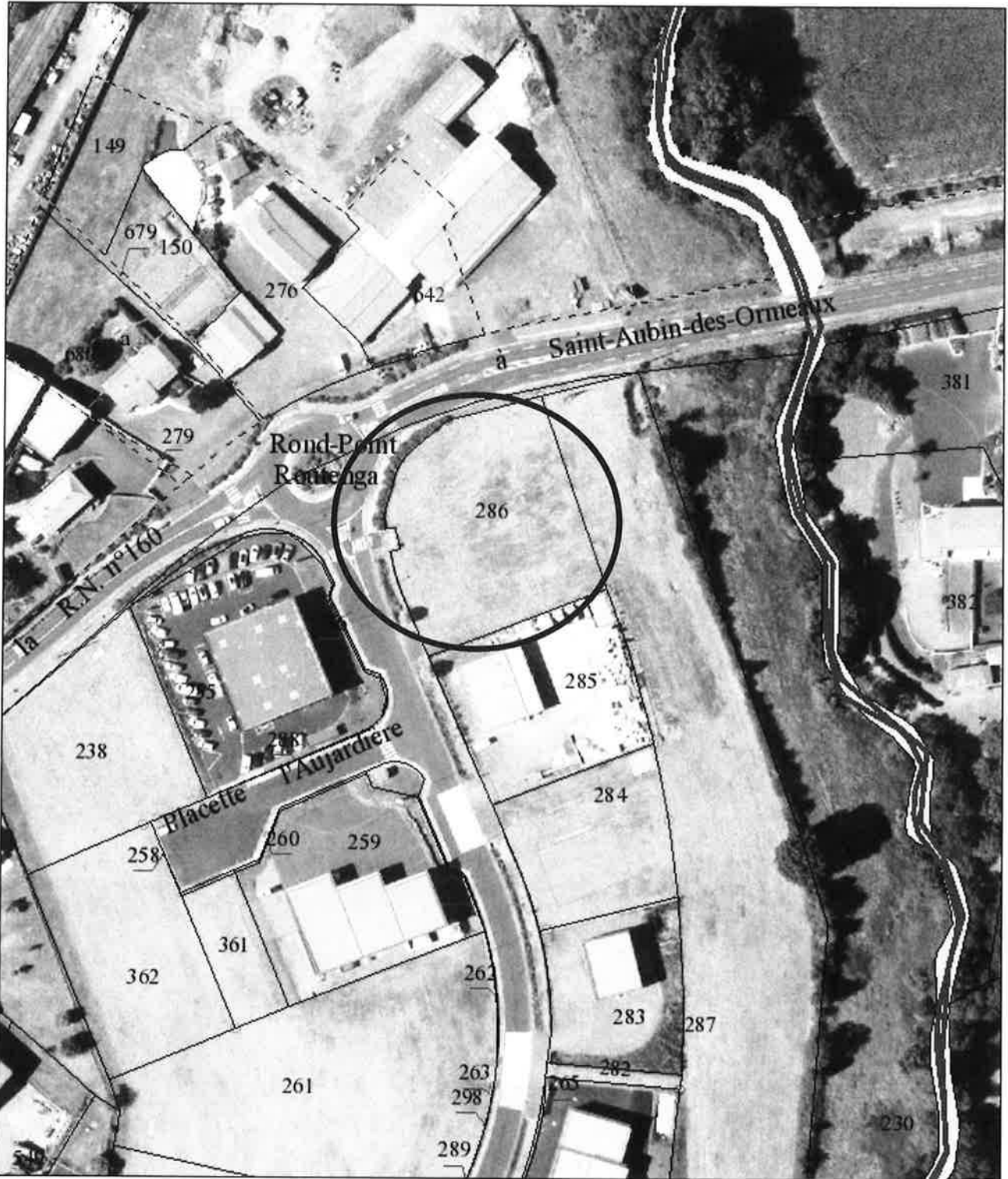
Parc 1 à 5 - SAINT CHRISTOPHE DU BOIS

Plan de découpage

ECHELLE	Sans échelle
DESSINATEUR	C. CLENET
DATE	03/2018
NOM DE FICHER AUTOCAD	
SAINT CHRISTOPHE DU BOIS - Parc 1 à 5.dwg	

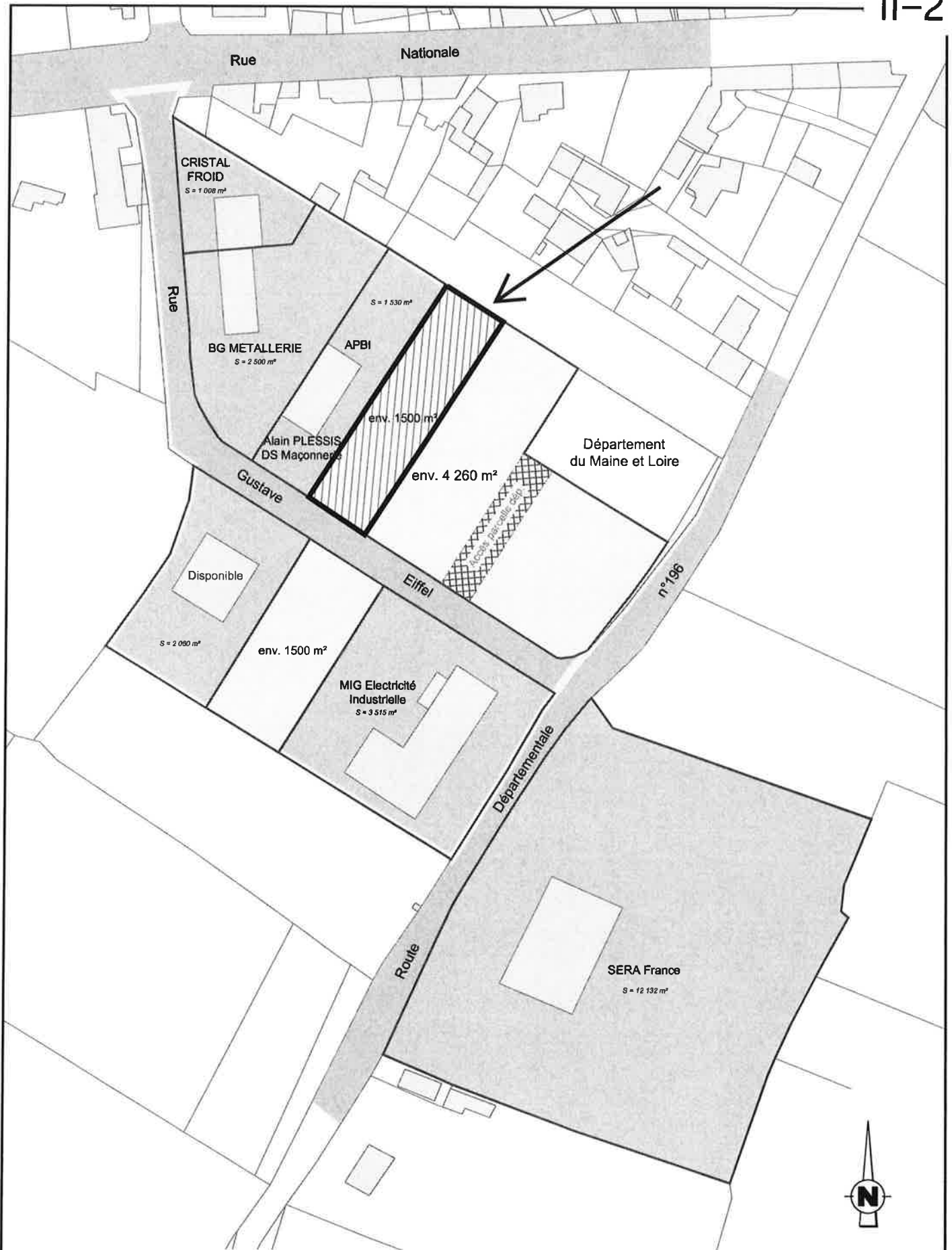


Le Choletais
L'audace pour réussir



Attention, toutes les informations contenues dans ce plan n'ont aucune valeur légale.

14/02/2020



- Libre
- Vendu
- Réservé



Le Choletais
L'audace pour réussir

L'Evêché - CORON
Plan de découpage

ECHELLE:	Sans échelle
DESSINATEUR:	E. GARRY
DATE:	04/2020
NOM DE FICHER AUTOCAD:	CORON - Les Mesnages + L'Evêché + Dateliver + DMG



Le Choletais
L'audace pour réussir

Chêne Rond - LE PUY SAINT BONNET
Plan de découpage

ECHELLE	Sans échelle
DESSINATEUR	E.GARRY
DATE	01/2020
NOM DE FICHER AUTOCAD	LE PUY SAINT BONNET - Chêne Rond.dwg

- Libre
- Vendu
- Réservé

DEPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE

Ville de CHOLET

Rue du Savenière - Rue du Chaume

Communauté d' Agglomération du Choletais

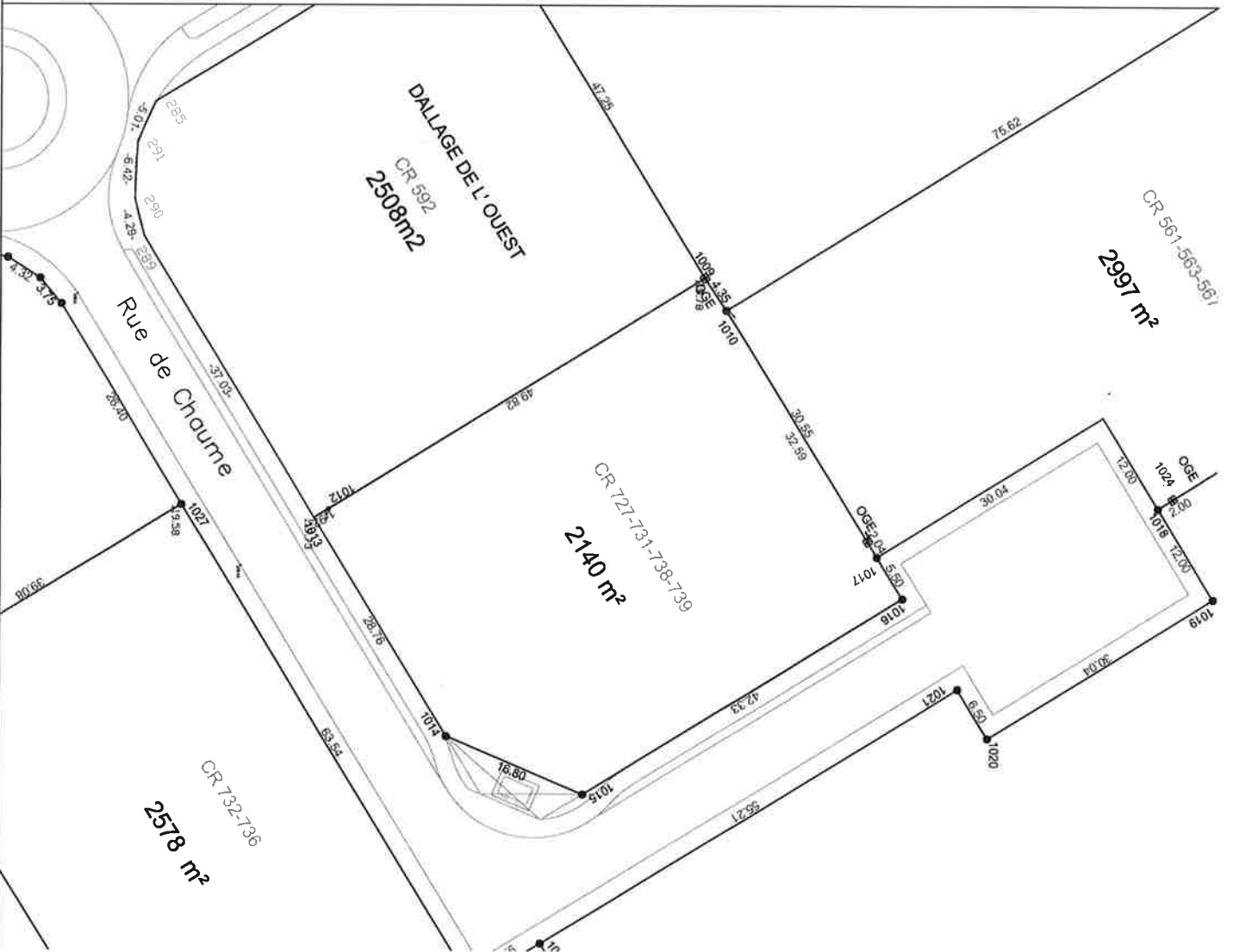
PLAN DE BORNAGE

Echelle : 1/500

PLAN TOPOGRAPHIQUE ETABLI EN				F/JUMB	
RACCORDS	PLANIMETRIE	Goniométrie 47	X	IGN89	X
		Réseau TERIA	X	Réseau TERIA	X
		Indépendante		Indépendante	
plan établi le 20 novembre 2014 - DF -					
MODIFICATIONS			OBJET		
INITIALES	DATES				

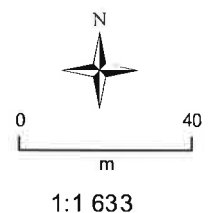


C14 464
Fichier : zone de l'acquéreur du savenièrerie du chaume-2014-11.dwg





Le Choletais
L'audace pour réussir



Attention, toutes les informations contenues dans ce plan n'ont aucune valeur légale.

29/01/2020

TARIFS DE LA TAXE DE SÉJOUR

à compter du 1^{er} janvier 2021

Catégories d'hébergement	Tarif AdC (par personne et par nuitée de séjour)
Palaces	2,00 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,85 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,70 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,65 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

Hébergements	Taux *
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	3 %

* Le taux s'applique au coût hors taxes par personne et par nuitée, dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité, soit 2 € par nuitée.

CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMERATION CHOLETAISE

Deuxième programmation 2020

1 – PILIER " COHÉSION SOCIALE "

Axe 1 : Intégration, lien social et accès aux droits

Orientations stratégiques	Opérateur	Action	Coût	Sollicite	Proposition	ETAT	AdC	VILLE	CAF	Département
1.1 Lutter contre l'isolement	Association de Développement Artistique du Jardin de Verre	Accompagnement des publics et billets à 1 euro	29 880 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €				
	Entente des Mauges (Club Maître)	Animations athlétiques dans les quartiers	16 800 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €				
	Collège du Bellay	Dotation numérique dans les quartiers prioritaires	9 687 €	9 687 €	9 687 €	9 687 €				
1.3 Accès aux droits	Association pour la Formation et le Développement de l'Initiative Locale	Accueil écoute femmes	9 000 €	2 500 €	2 500 €				2 500 €	
	Centre Social et Socioculturel Pasteur	Bretagne – Clic pour tous	18 020 €	2 500 €	2 500 €		1 000 €		1 500 €	
	SOUS - TOTAL 1			83 387 €	24 687 €	24 687 €	19 687 €	1 000 €	0 €	4 000 €

Axe 2 : Réussite éducative, jeunesse et parentalité

Orientations stratégiques	Opérateur	Action	Coût	Sollicite	Proposition	ETAT	AdC	VILLE	CAF	Département
2.1 Accompagner les parents	Centre Social et Socioculturel Pasteur	Un été déconfiné hors du quartier	5 810 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €				
	Association de Développement Artistique du Jardin de Verre	Classes spectacle	20 980 €	5 000 €	5 000 €		1 945 €	3 055 €		
	Office Central de la Coopération à l'Ecole de Maine-et-Loire	Ouverture culturelle	6 210 €	4 500 €	4 500 €			4 500 €		
	KLéidoscope	CLAS	21 230 €	2 000 €	2 000 €			2 000 €		
	Centre Social et Socioculturel Pasteur	CLAS	16 580 €	1 702 €	1 702 €		1 702 €			
	Centre Social et Socioculturel Horizon	CLAS	7 800 €	2 000 €	1 000 €		1 000 €			
	Association du Centre Social du Planly	CLAS	10 409 €	2 000 €	2 000 €		2 000 €			
	Le comptoir culturel	Atelier initiation et découverte des arts du cirque	9 313 €	8 433 €	7 170 €	7 170 €				
	Centre Social et Socioculturel Pasteur	Cahier de vacances	5 411 €	3 000 €	3 000 €	1 500 €			1 500 €	
	Cholet Tennis de Table	VacPing	4 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €				
2.2 Contribuer à la réussite éducative et favoriser l'égalité des chances	Aviron Sport Choletais	L'aviron hors des murs	10 000 €	5 000 €	5 000 €	3 000 €		2 000 €		
	KLéidoscope	L'accompagnement des familles au numérique	6 760 €	2 500 €	2 500 €		1 000 €		1 500 €	
	KLéidoscope	Plan vacances et continuité éducative	28 150 €	9 150 €	9 150 €	6 150 €		3 000 €		
2.4 Favoriser l'expression et les initiatives des jeunes	Association du Centre Social du Planly	Plan vacances Favreau – Les Mauges	4 795 €	4 565 €	4 565 €	3 065 €			1 500 €	
	1.com1	Soyez synpa, rembobinez !	5 150 €	4 550 €	5 675 €	2 175 €			1 500 €	2 000 €
SOUS - TOTAL 2			162 598 €	59 400 €	58 262 €	28 060 €	9 647 €	9 555 €	9 000 €	2 000 €

3 – PILIER " DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI "

Orientations stratégiques	Opérateur	Action	Coût	Sollicité	Proposition	ETAT	AdC	VILLE	CAF	Departement
4.1 Améliorer l'accès à l'emploi des habitants des quartiers	GRETA-CFA 49	Atelier développement de la confiance en soi	4 500 €	4 500 €	4 500 €		4 500 €			
		Accès à la mobilité par l'obtention de l'ASR et/ou du permis AM	6 720 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €				
		Mobilité - insertion et prévention	29 250 €	21 000 €	9 092 €	4 431 €	4 661 €			
		Français à visée professionnelle	38 500 €	7 000 €	7 000 €		4 500 €	2 500 €		
	Association pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence	Chantiers éducatifs rémunérés	8 813 €	1 000 €	1 000 €		1 000 €			
SOUS - TOTAL 3			87 783 €	36 000 €	24 092 €	6 931 €	14 661 €	0 €	2 500 €	0 €
Ingenierie	AdC – SDSE	Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale		5 758 €	5 758 €	5 758 €				
TOTAL			333 768 €	125 845 €	112 799 €	60 436 €	25 308 €	9 555 €	15 500 €	2 000 €



MODALITÉS DE COOPÉRATION " SANTÉ MENTALE ET LOGEMENT "

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Pôle santé mentale du Centre Hospitalier de Cholet,

et

Les bailleurs sociaux de l'Agglomération du Choletais :

- Sèvre Loire Habitat
- Podeliha
- Maine et Loire Habitat
- Logiouest
- Groupe Gambetta
- La Résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais,

et

L'Agglomération du Choletais,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ AU PRÉALABLE CE QUI SUIT :

Le Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) de l'Agglomération du Choletais est porté par la collectivité sur les communes de son territoire d'intervention. Conçu comme une instance de concertation et de coordination entre les élus locaux, la psychiatrie publique, les usagers citoyens, les aidants et les professionnels de tous secteurs, le CLSM vise à favoriser une meilleure efficacité de la politique menée en matière de santé mentale dans le but d'améliorer le parcours de soins et l'intégration sociale des personnes en situation de souffrance et / ou de handicap psychique.

La convention départementale de coopération et de partenariat entre les acteurs du logement, de l'hébergement, de l'action sociale et médico-sociale, de la santé mentale, est un réel appui pour développer une meilleure connaissance des acteurs de terrain et renforcer la coordination autour du parcours résidentiel de la personne en souffrance et / ou handicap psychique.

Néanmoins, il est apparu nécessaire de pouvoir décliner et préciser cette convention en prenant en compte les besoins et particularités des acteurs du territoire de l'Agglomération du Choletais.

Aussi, afin de renforcer les partenariats entre les bailleurs sociaux et le Pôle santé mentale du Centre Hospitalier de Cholet, des modalités de coopération complémentaires à la convention ont été définies. Ces modalités visent à préciser les objectifs clairs de collaboration entre partenaires concernés et à formaliser des engagements réciproques utiles à la pratique et au travail de coopération.

DANS CE CADRE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

1 – Objet

Ces modalités de coopération ont pour objet de faciliter l'accès au logement dans le parc locatif social de l'Agglomération du Choletais et le maintien dans celui-ci, des personnes en situation de souffrance et / ou de handicap psychique accompagnées ou relevant des secteurs de psychiatrie du Centre Hospitalier de Cholet sur leurs zones d'intervention.

Les secteurs 49G08 et 49G09 de psychiatrie du Centre Hospitalier de Cholet, les bailleurs sociaux de l'Agglomération du Choletais et la résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais s'engagent à mobiliser leurs compétences et leurs moyens dans le cadre des modalités définies ci-après, afin de répondre au mieux aux demandes de logement et favoriser les bonnes conditions de maintien dans ce dernier.

2 – Public concerné

Les personnes en situation de souffrance et / ou de handicap psychique accompagnées ou relevant des secteurs de psychiatrie du Centre Hospitalier de Cholet sur leurs zones d'intervention, et relevant du parc locatif social de l'Agglomération du Choletais (public âgé de 16 à 30 ans pour la résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais).

Il est rappelé les différences de périmètre entre l'Agglomération du Choletais et les secteurs de psychiatrie (le Pôle santé mentale n'intervenant pas sur le périmètre de la commune nouvelle de Lys Haut Layon).

3 – Rappel des principes déontologiques

Considérant la nécessité de prendre en compte chaque situation de manière singulière et individualisée, seules les situations complexes qui nécessitent un partenariat sont concernées. Ces situations pourront faire l'objet d'une communication d'informations et permettre la mise en place d'un travail partenarial. Le caractère systématique pour toutes les personnes en situation de souffrance et / ou de handicap psychique ne sera donc pas appliqué.

Les personnes donnent leur accord au service de psychiatrie et au bailleur ou à la résidence sociale pour être accompagnées dans leur demande de logement et la mise en place des bonnes conditions de maintien dans celui-ci, pouvant nécessiter la transmission d'informations utiles au travail de collaboration entre les partenaires concernés.

Le recueil du consentement de la personne devra, autant que possible, être recherché par le professionnel du Pôle santé mentale en charge du suivi sur le volet logement, ainsi que par le bailleur et la résidence sociale (fiche personnes ressources en appui).

4 – Modalités de coopération pour favoriser l'accès au logement

Engagements du Pôle santé mentale :

→ Demande de logement :

Lorsqu'une demande de logement est déposée et/ou appuyée par le Pôle santé mentale (fichier commun départemental, demande directe de logement, demande de mutation), et que la situation complexe de la personne nécessite un travail en partenariat et/ou relève du contingent préfectoral (P1 - P2), le professionnel chargé de l'accompagnement sur le volet logement et à l'origine de la demande, est invité à en informer le bailleur identifié ou la résidence sociale.

→ Information sur la capacité à habiter :

Lorsque la situation est complexe et nécessite un travail en partenariat, le professionnel du Pôle santé mentale à l'origine de la demande de logement, est invité à transmettre au bailleur ou à la résidence sociale les éléments précisant la capacité à habiter de la personne.

Suivant les règles et dispositifs de loi sur le secret professionnel, les informations communiquées devront être strictement nécessaires à l'éclairage sur la situation dans le but d'assurer la meilleure orientation possible et d'anticiper la mise en place de mesures adaptées.

Ces informations pourront être communiquées au travers de la " Grille d'évaluation partagée pour l'accès au logement " dont le contenu a été validé par les professionnels du Pôle santé mentale (annexe 1).

Engagements des bailleurs sociaux et de la résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais :

→ Proposition de logement : Le bailleur et la résidence sociale sont invités à transmettre la copie de la proposition de logement au professionnel du Pôle santé mentale identifié à l'origine de la demande.

Engagements partagés :

→ Situations en attente de logement qui requièrent une attention particulière :

Des rencontres régulières entre le bailleur ou la résidence sociale et le Pôle santé mentale pourront être organisées afin d'échanger sur les situations restées en attente de logement. Ce afin de pouvoir définir conjointement la solution logement la plus adaptée au besoin des personnes, et/ou les modalités d'accompagnement adaptées visant l'obtention d'un logement (bail glissant, accompagnement hors les murs, mesure ASLL, appartement associatif...) et contribuer à la réduction des délais d'attribution.

Le bailleur et la résidence sociale restent maîtres de la décision finale.

5 – Modalités de coopération pour favoriser le maintien dans le logement

Engagements des bailleurs sociaux et de la résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais:

En cas de repérage par le bailleur ou la résidence sociale de 1^{ers} signes d'alerte ou de difficultés locatives, ces derniers sont invités à prendre contact avec le professionnel du Pôle santé mentale en charge du suivi (s'il est connu) ou bien le cadre de santé du CMP si ce dernier n'est pas connu.

Engagements du Pôle santé mentale :

En cas de difficultés évaluées par le professionnel du Pôle santé mentale en charge du suivi et pouvant avoir des incidences sur la capacité à habiter (situations de sortie d'hospitalisation, évolution de l'état de santé etc.), ce dernier est invité à prendre contact avec le bailleur ou la résidence sociale pour envisager en commun les modalités d'accompagnement favorisant les bonnes conditions de retour et / ou de maintien dans le logement.

Engagements partagés :

→ Situations qui requièrent une attention particulière dans le suivi :

Des rencontres régulières entre le bailleur ou la résidence sociale et le Pôle santé mentale pourront être organisées afin d'échanger sur les situations complexes qui nécessitent un suivi partenarial visant à garantir les meilleures conditions de vie et de maintien dans le logement du locataire (fiche coopération en appui).

6 – Identification des contacts pour faciliter la coopération entre les acteurs

Du côté du Pôle santé mentale :

La diversité des situations et formes de prises en charge possibles ne permet pas de proposer un contact référent unique. Il est ainsi proposé :

→ Situation où le professionnel du Pôle santé mentale en charge du suivi de la personne est connu : le bailleur ou la résidence sociale sont invités à prendre directement contact avec lui.

→ Situation où le bailleur ou la résidence sociale repèrent des signes d'alerte qui laissent entrevoir chez la personne une souffrance psychique et que cette personne ne formule pas nécessairement une demande de soin, voire n'est pas consciente de sa situation : le bailleur est invité à contacter le cadre de santé du Centre Médico Psychologique de Cholet (CMP). Par sa mission d'accueil, d'évaluation et d'orientation, le CMP pourra apporter un éclairage sur la situation et la réponse à mettre en place en lien avec d'autres partenaires, que la personne soit connue ou non des services de psychiatrie.

Du côté des bailleurs sociaux et de la résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais :

Il est entendu que l'identification d'un référent au sein de chaque structure favoriserait les prises de contact et la coordination autour des situations. Les coordonnées des référents ainsi identifiés sont indiqués dans l'annexe 2. Ces coordonnées devront rester à l'usage des professionnels uniquement.

7 – Rappel des outils d'appui à la coordination et à la coopération, de la convention départementale logement – Hébergement – Santé mentale

La fiche personnes ressources

Cette fiche vise à recenser avec la personne, l'ensemble des ressources à solliciter en cas de difficultés. Par cette démarche, l'autorisation est donnée au professionnel de contacter les personnes citées pour faciliter la coordination de la prise en charge entre les différents acteurs impliqués.

Qui peut renseigner la fiche ? : Dans un objectif d'anticipation d'une situation de crise et/ou d'urgence, la fiche peut être renseignée à l'initiative de tout professionnel (du soin, du social, du logement) ayant repéré chez une personne un trouble et/ou des signes de fragilité psychique, pris en charge ou non, pouvant compliquer l'intégration et/ou le maintien dans l'habitat.

Comment faciliter l'adhésion de la personne ? : Il est important que le professionnel puisse repérer en amont le moment le plus propice à l'échange et à la relation de confiance, afin de faciliter son adhésion. Pour le bailleur et la résidence sociale, elle pourra être renseignée au moment jugé le plus opportun par les professionnels de terrain (entretien social avant l'entrée dans le logement ou signature du bail).

La fiche coopération

Cette fiche vise à formaliser les temps d'échanges et de synthèse entre partenaires. En pré-identifiant les différentes thématiques de préconisations possibles, elle est support aux échanges.

Elle a pour objectif de faciliter et organiser la première rencontre mais aussi d'encourager la poursuite de ces temps d'échanges dans le cadre d'un suivi qui permet de sécuriser les parcours.

Le professionnel qui initie le temps d'échanges est responsable de la synthèse écrite et de sa diffusion limitée aux partenaires concernés.

8 – Engagements de l'Agglomération du Choletais

L'Agglomération du Choletais s'engage à animer un comité de suivi de mise en place des modalités de coopération, composé des partenaires concernés.

Ce comité se réunira autant que besoin et à raison d'une réunion par an au minimum.

A Cholet, le :

Signature des partenaires :

Pôle santé mentale du Centre Hospitalier de Cholet	Sèvre Loire Habitat
Maine et Loire Habitat	Logiouest
Groupe Gambetta	Podeliha
Résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais	Agglomération du Choletais

Annexe 1 - Grille d'évaluation partagée pour l'accès au logement

Préambule

Cette grille est issue du " Guide méthodologique pour l'évaluation de la capacité à habiter un logement autonome ", réalisé par le Département de Maine et Loire en Juillet 2014.

Elle a pour objectif d'évaluer les capacités d'un ménage à accéder à un logement et de ses éventuels besoins en accompagnement au travers des droits et devoirs du locataire. Il s'agit de fournir **une aide à l'évaluation**, mais en aucun cas de conditionner l'accès au logement à la satisfaction de tous les critères.

L'analyse de la situation à partir de différents indicateurs doit permettre d'établir un **diagnostic objectif**.

Les informations qu'elle est appelée à contenir sont soumises à **confidentialité**.

Cette grille doit être renseignée en concertation avec le ménage qui la signera.

Organisme (logo)	Nom du ménage concerné :
Nom et qualité de l'instructeur :	

Critères		Précisions utiles concernant le parcours résidentiel
Le ménage a déjà occupé un logement : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<u>Si oui :</u> <input type="checkbox"/> Location parc privé <input type="checkbox"/> Location parc social <input type="checkbox"/> Sous-location <input type="checkbox"/> Résidence sociale <input type="checkbox"/> Accession à la propriété <input type="checkbox"/> Autre :	<u>Durée :</u> <u>Remarques :</u>

Capacité à gérer son budget

Critères	Appréciation de la situation du ménage, des progrès réalisés et des actions éventuellement souhaitables
- Paiement régulier du loyer ou participation régulière aux frais d'hébergement	
- Anticipation des frais liés à l'accès (dépôt de garantie, assurance, ouverture des compteurs, achat mobilier électroménager...) - Projection des dépenses de logement futur dans le budget actuel	
- Capacités à faire des démarches liées à l'accès (estimation, APL, devis mobilier...) - Capacités à faire des choix cohérents (type, montant du loyer en fonction du niveau de ressources...)	

Capacité à occuper / utiliser son logement

Critères	Appréciation de la situation du ménage, des progrès réalisés et des actions éventuellement souhaitables
- Le ménage entretient son logement (respect des lieux, non dégradation, hygiène...)	
- Le ménage maîtrise l'utilisation des équipements de son logement (aspect technique et aspect sécurité : gaz, compteur d'eau, d'électricité...) - Le ménage est sensibilisé à la gestion des charges et aux économies d'énergie	
- Le ménage demande de l'aide en cas de difficultés - Le ménage accepte l'aide en cas de difficultés	
- Nécessité d'adaptation du logement (handicap, perte d'autonomie...)	

Capacité à vivre avec son environnement

Critères	Appréciation de la situation du ménage, des progrès réalisés et des actions éventuellement souhaitables
- Le ménage respecte les règles de vie en collectivité (respect des espaces intérieurs et extérieurs, respect du voisinage, du règlement intérieur de la résidence...)	

Conclusion

Critères	Précisions, observations de l'instructeur	Précisions, observations du ménage
Evaluation		
Conclusion sur la capacité à accéder à un logement : logement autonome, logement avec accompagnement, bail glissant, maison relais...		
Date : Signatures :		

Annexe 2 – Fiche contacts

Pôle santé mentale :

CMP de Cholet : Mme Véronique BREAU, Cadre de santé :
veroniquebreau@ch-cholet.fr / 02 41 49 71 14

Bailleurs sociaux et résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais:

- **Sèvre Loire Habitat** : Madame Rachel ISIDOR, Conseillère sociale :
rachel.isidor@slh-habitat.fr / 02 41 75 25 25

- **Podeliha** : Madame Céline ROCHEREAU, Chargée d'Action Sociale :
crochereau@podeliha.fr / 02 41 79 62 66

- **LogiOuest** : Monsieur Hervé AMOSSE, Responsable d'agence :
amosse.h@polylogis.fr / 02 41 27 00 45 / 06 76 45 07 24

- **Résidence sociale Habitat Jeunes du Choletais** : Madame Clémence SIONNEAU, Conseillère en Economie Sociale et Familiale :
clemence.sionneau@habitatjeunes-choletais.fr / 02 41 71 36 36

- **Maine et Loire Habitat** : Madame Sandrine TRICHET, Coordonnatrice du Pole social :
s.trichet@mlhabitat.fr / 02 41 81 68 95 / 06 67 26 27 48

- **Groupe Gambetta** : Madame Anita FERRARIS, Responsable du suivi social et du recouvrement
aferraris@groupegambetta.fr / 02 41 71 33 59

Plan de récolement

(2^{ème} récolement décennal : 2016-2025)

Introduction

Le Code du Patrimoine inscrit le récolement décennal comme une obligation légale pour les établissements muséaux dont les collections arborent le label " Musées de France ".

Différents textes organisent cette opération :

- le texte de loi de 2002, communément appelé " Loi-musée ",
- l'arrêté du 25 mai 2004 relatif à l'inventaire et le récolement (titre III, art. 11 à 14 et annexe 5),
- la circulaire d'application sur le récolement du 17 septembre 2004,
- la circulaire d'application sur le récolement du 27 juillet 2006,
- la note du Service des Musées de France relative à la restitution des données de récolement datée du 3 novembre 2010,
- la note-circulaire relative à la méthodologie du récolement des ensembles dits indénombrables et aux opérations de post-récolement des collections des Musées de France, publiée au BO du 4 mai 2016.

Cette obligation légale est aussi une responsabilité personnelle pour le conservateur qui s'engage à fournir à ses successeurs les listes de récolement dûment renseignées.

La première vague des récolements décennaux, commune à l'ensemble des " Musées de France " gérant des collections publiques, a pris fin en 2015. A Cholet, le Conseil communautaire lors de sa séance du 21 mars 2016, a entériné le procès-verbal clôturant le premier récolement décennal.

Aussitôt a débuté le 2^{ème} récolement décennal qui doit être achevé en 2025 au plan national.

Il est primordial de saisir la relation fonctionnelle existant entre le récolement (tâche légale calée précisément dans le temps) et le travail récurrent mené en matière de gestion des collections par le personnel scientifique des Musées de Cholet : l'un est enchâssé dans l'autre mais son côté impérieux fixe un tempo qui régit l'ensemble des interventions sur les collections.

C'est ainsi qu'à Cholet, comme dans bien d'autres endroits, les années qui ont immédiatement suivi le 1^{er} récolement décennal ont été mises à profit pour consolider les données recueillies et améliorer les inventaires. De ce fait, il a paru opportun de concentrer sur six années, de 2020 à 2025, les tâches à réaliser dans le cadre du 2^{ème} récolement décennal.

Un plan de récolement a été défini afin d'encadrer le travail des agents chargés de mener à bien cette mission. Il débute par un préalable : le rappel des caractéristiques des collections choletaises. Il enchaîne avec l'établissement d'un bilan du 1^{er} récolement. Il fixe ensuite les objectifs qualitatifs et quantitatifs de ce 2^{ème} récolement avant de définir une méthode d'intervention nourrie des enseignements du précédent récolement. Le découpage chronologique en campagne annuelle concrétise l'ensemble du processus. La rédaction de PV de récolement parachève l'édifice.

Caractéristiques des collections choletaises

Nous reprendrons ici les éléments déjà mis en avant dans le plan de récolement rédigé en 2009 à l'occasion de la première opération.

Le service des musées de l'Agglomération du Choletais est composé de deux sites, le Musée du Textile et le Musée d'Art et d'Histoire. La réunion de l'ensemble des fonds qui y sont valorisés offre le spectacle d'une très grande diversité d'objets et d'œuvres d'art : nous avons affaire ici à des collections polyvalentes qui renvoient à une très large partie du spectre patrimonial : archéologie, numismatique, histoire, arts (peinture, sculpture, art graphique, photographie), ethnographie, textile et arts de la mode, patrimoine industriel.

Dans le passé, le travail mené par la société savante SLA (Société des Sciences Lettres et Arts) a été fondamental puisqu'à l'origine même des établissements muséaux choletais : en effet, cette société s'est constituée à la fin du XIX^{ème} siècle dans le but explicite de créer un musée et de le doter de collections. Aujourd'hui, l'Agglomération du Choletais possède des collections en propre, fruits de la politique d'acquisition (par achats ou dons) qu'elle mène depuis plusieurs décennies. Elle gère également des collections qui lui sont confiées dans le cadre de dépôts. On y retrouve bien sûr la SLA. L'État (via ses différentes administrations) est un autre déposant fortement présent à Cholet et ce, dès les premiers temps du musée de la ville. Peintures, sculptures, objets historiques et archéologiques irriguent les expositions permanentes, tout spécialement celles du Musée d'Art et d'Histoire. L'AMTM (Association des Amis du Musée du Textile) a entrepris dans les années 1990 une importante collecte d'éléments patrimoniaux liés à l'industrie textile et a opté pour le dépôt de ces collections, de type patrimoine technique et industriel, auprès du service des Musées. Enfin, quelques autres dépôts sont à mettre au compte de musées et de personnes privées.

Bilan du 1^{er} récolement décennal

Observations générales :

- le 1^{er} récolement a essentiellement consisté à faire coïncider les listes d'inventaire et les objets physiquement présents dans les collections permettant ainsi une remise à plat des fiches d'inventaire et l'amplification de l'informatisation des collections.
 - au Musée d'Art et d'Histoire, l'informatisation des collections, entamée dès 1991 et réalisée en quasi-totalité, a fait l'objet d'améliorations à la marge alors qu'au Musée du Textile où n'existaient que des inventaires papier, la création d'un grand nombre de fiches numériques a été entreprise,
 - en 2015, le marquage et la couverture photographique ne sont pas réalisés sur la totalité des objets,
 - les données qualitatives contenues dans les fiches d'inventaire ne sont pas homogènes sur l'ensemble des fonds,
 - certains objets n'ont pas été individualisés et sont demeurés regroupés en lots plus ou moins importants quantitativement.

Les données chiffrées :

- 11 423 références d'objets ont été examinées,
- 446 références d'objets mal identifiées à l'origine ont pu être répertoriées correctement grâce au travail de recherche entrepris par les agents,
- 3 212 fiches numériques ont été créées pour des objets des collections textiles qui en étaient dépourvus,
- en revanche, 1 052 références d'objets (sur les 11 423) soit 9,20 % de l'ensemble ont été déclarées " objets non vus " (pour différentes raisons : objets perdus, détruits, non localisés ou bien encore non identifiés),
- 45 lots d'objets non individualisés mais regroupés par catégories ont été créés,
- le taux de couverture des collections en photographies documentaires, est d'environ 75 %. Les clichés de qualité éditoriale constituent une proportion bien moindre.

Objectifs du 2^{ème} récolement décennal

Quatre objectifs majeurs vont structurer cette deuxième opération de récolement :

- récolter les 11 423 références d'objets répertoriés en 2015 et améliorer leur connaissance (constat d'état, marquage, photographie documentaire, bibliographie, compléments sur la fiche d'inventaire),
- récolter les 768 références d'objets supplémentaires contenues dans l'inventaire et qui sont le fruit des acquisitions à partir de 2016,
- individualiser le plus possible d'objets dans les 45 lots dénombrés précédemment en créant des fiches d'inventaire,
- réduire la liste des 1 052 références d'objets " non vus " par le travail continu de recherche mais aussi par le classement définitif de certains objets dans les catégories " disparus " et " détruits ".

Méthode d'intervention

Deux agents en charge des collections mènent les opérations de récolement. La documentaliste, les agents d'accueil et de surveillance, les agents administratifs, les agents techniques et enfin des stagiaires sont amenés ponctuellement, selon les circonstances et les tâches (déplacement de pièces, marquage, conditionnement, tenue des dossiers, enrichissement des fiches d'inventaire, prises de vue) à étoffer l'équipe.

Un ordinateur portable connecté à distance aux postes de travail fixes disposant du logiciel métier Micromusée, est l'outil adéquat pour effectuer en direct les modifications de fiches. Les gains de temps sont ainsi considérables limitant les aller-retour incessants.

De manière systématique, les tâches de récolement débutent par l'observation des pièces rencontrées dans les différents espaces pour ensuite les comparer au corpus théorique constitué d'après l'inventaire informatisé. La composition du corpus théorique se fait par l'appel, dans la base Micromusée, des thématiques " domaine " et de la situation " objet exposé " (en exposition permanente) ou " objet non exposé " (et donc présent en réserve). La différence entre le nombre de pièces rencontrées et le nombre d'objets inscrits dans le corpus théorique, permet d'établir un lot d'objets dont la situation mérite des recherches approfondies. Plusieurs cas se présentent aux agents : des objets trouvés physiquement ne sont pas répertoriés dans le corpus théorique, des objets du corpus théorique ne sont pas présents physiquement, des objets trouvés physiquement sont difficilement mis en relation avec des fiches du corpus théorique qui sont trop lacunaires. S'engagent alors des travaux de recherche qui ont pour but de trouver une solution concrète pour chacun de ces problèmes.

Les sources à croiser pour le récolement des objets sont nombreuses :

- la base Micromusée,
- le registre des entrées,
- les dossiers d'œuvres,
- les inventaires registres noirs pour le secteur Art et Histoire,
- les classeurs d'inventaire papier pour le secteur Textile,
- les listes sur support numérique pour le secteur Textile (machines AMTM),
- les fiches cartonnées de l'inventaire Pérotaux pour le secteur Art et Histoire,
- l'inventaire Costa pour le secteur Art et Histoire,
- les listes annuelles d'entrées dans les collections publiées dans le Bulletin de la SLA jusqu'en 1979,
- l'inventaire Bardelot pour le secteur Art et Histoire,
- l'inventaire Siraudeau pour l'archéologie.

La segmentation en campagnes

L'ensemble du récolement, réparti sur six années, est programmé selon le tableau ci-dessous.

Campagne	Dates	Volume de collections	Type de collections	Désignation espace	Lieu de travail
Première	1 ^{er} semestre 2020	~760 œuvres	Objets ethnographiques, lithiques, céramiques, papier, gravures et peintures	Galerie d'Histoire	MAH
Deuxième	2ème semestre 2020	4 œuvres	Intégrations architecturales et peintures	Hall d'accueil et entrée	MAH
	2ème semestre 2020	~80 objets	Petit matériel technique textile	Maine (RdC, étagères du fond)	CTM
	2ème semestre 2020	~75 objets	Métiers à tisser et petit matériel technique textile	Crystal Palace	MDTM
	2ème semestre 2020	1 pièce	1 voiture hippomobile	Mateloc	Rue de Saint-Christophe
	2ème semestre 2020	~350	Mode, linge de maison et accessoires	Réserve Textile	MDTM
	2ème semestre 2020	~1 450 pièces	Cartes postales	Bibliothèque MAH	MAH
Troisième	2021	~200 œuvres	Peintures et installations contemporaines, quelques sculptures	Galerie d'Art et Labyrinthe	MAH
	2021	~100 pièces	Lithique, céramique architecturale, armes extra-européennes, mobilier	Réserve Lapidaire	MAH
	2021	~60 œuvres	Art contemporain volumineux	Réserve Mail 2	MAH
	2021	~1 500 pièces	Mode, linge de maison et accessoires	Réserve Textile	MDTM
Quatrième	2022	~1 300 pièces	Mode, linge de maison et accessoires	Réserve Textile	MDTM
	2022	~350 œuvres	Peintures sur grilles et quelques sculptures	Réserve Art (grilles, boxes, étagères RdC)	MAH
Cinquième	2023	~2 750 pièces	Art graphique, manuscrits et imprimés	Réserve Art (meubles à plans)	MAH
	2023	~1 000 pièces	Mode, linge de maison et accessoires	Réserve Textile	MDTM
	2023	~300	Gros et petit matériels industriels textiles, en lot à individualiser	Maine (RdC)	CTM
Sixième	2024	~2 250 objets	Nombreux objets ethnographiques (bois, métal, textile), archéologie	Réserve Histoire	MAH
Septième	2025	~120 pièces	Petit matériel technique textile et mode	Usine	MDTM
	2025	~250	Objets ethnographiques	Réserve Maine (étage)	CTM
	2025		Problèmes non résolus des années précédentes		
		~12 900 pièces			

Les procès-verbaux de récolement

- chaque campagne annuelle fait l'objet d'un procès-verbal de récolement établi au début de l'année civile suivante et soumis à un vote du conseil communautaire au plus tard en mars,
- la première campagne étant programmée sur le premier semestre 2020, un procès-verbal sera établi pour être présenté lors d'un conseil communautaire du second semestre 2020,
- un procès-verbal final reprendra l'ensemble des données à l'issue de la dernière campagne annuelle prévue en 2025.

Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de La Tessoualle

Annexe 1 - Modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées

Afin de mener le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Tessoualle de manière concertée tout au long de son élaboration, conformément aux articles L. 103-2 à L. 103-6 du code de l'urbanisme, l'Agglomération du Choletais (AdC) décide de mettre en œuvre des modalités de concertation selon des moyens adaptés, au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, ainsi que du contexte local. A l'issue de cette concertation, le Conseil de Communauté de l'AdC en tirera le bilan par délibération.

Compte tenu du contexte sanitaire dans lequel cette concertation est organisée, des modalités particulières d'information et de participation du public sont définies. Elles ont pour objectif de rendre possible la participation du plus grand nombre tout en garantissant la sécurité de chacun (public, élus, agents administratifs, etc.). Elles ont été établies de manière concertée entre l'Agglomération du Choletais et la commune de la Tessoualle, en tenant compte notamment :

- des réglementations et préconisations nationales de lutte contre l'épidémie de Covid-19
- des potentielles difficultés causées par la fracture numérique,
- de la configuration des locaux de l'Hôtel d'Agglomération du Choletais et de La Tessoualle
- du souhait d'harmoniser les différentes mesures afin de les rendre plus accessibles au public.

De manière générale, avant, pendant et après la période de concertation, l'engagement de tous est sollicité pour adopter une conduite responsable, contribuant à éviter autant que possible la propagation du virus Covid-19. Chacun est invité à privilégier, dans la mesure du possible, l'utilisation numérique ou téléphonique des modes d'information, de participation et de communication définis.

Le public peut se renseigner sur les modalités de consultation et de participation à ce projet par téléphone au **02 44 09 25 94**.

I. Modalités de concertation

Il est proposé les modalités de concertation suivantes :

- *Dans le respect des mesures définies en partie II*, mise à disposition du public, au siège de l'AdC et à la Mairie de La Tessoualle, aux heures et jours habituels d'ouverture, jusqu'à l'arrêt du projet :
 - d'un résumé non technique présentant succinctement le secteur et ses enjeux ainsi que le projet envisagé,
 - d'un registre de concertation donnant la possibilité au public d'inscrire ses observations et propositions ;
- Création d'un article dédié à la procédure de révision allégée n°1 du PLU de La Tessoualle sur le site internet de l'AdC (urbanisme.cholet.fr), au sein duquel seront consultables le résumé non technique et le registre de concertation ;
- Possibilité pour le public de transmettre ses observations et propositions au Président de l'AdC, jusqu'à l'arrêt du projet :
 - par courrier à l'adresse suivante : Agglomération du Choletais – Hôtel d'Agglomération – Rue Saint-Bonaventure – BP 62111 – 49321 CHOLET Cedex,
 - par courriel à l'adresse suivante : amenagement-adc@choletagglomeration.fr
 - sur le registre susmentionné, *dans le respect des mesures définies en partie II*.

Les Personnes Publiques mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme seront associées à la révision allégée n°1 du PLU de La Tessoualle, conformément aux dispositions des articles L. 132-10, L. 132-11 et L. 153-16 du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles L. 132-12 et L. 132-13 du code de l'urbanisme, les représentants des collectivités, associations et organismes qui y sont définis, peuvent demander à être consultés sur le projet de révision allégée n°1 du PLU de La Tessoualle.

II. Mesures particulières liées à la situation sanitaire

L'accès au dossier et au registre au format papier est prévu de manière indissociable. Cet accès n'est ouvert qu'à une personne à la fois.

A. À l'Hôtel d'Agglomération du Choletais

1. Réservation préalable d'un créneau

Toute personne souhaitant accéder au dossier et registre au format papier à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais doit préalablement réserver un créneau en contactant le **02 44 09 25 94**. L'horaire et la durée du créneau souhaités devront être précisés (***Cf ci-dessous : 2. Horaires et durée des créneaux***).

La réservation est possible pendant toute la concertation aux jours et heures habituels d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 17h30.

Selon l'état du calendrier des réservations, si un créneau sollicité n'est pas disponible, un autre créneau sera proposé au cas par cas.

Si les mesures à prendre (réservation des salles, organisation préalable liée à l'accueil du public, etc.) pour garantir l'accès au dossier et registre dans des conditions de sécurité sanitaire maîtrisées le rendent nécessaire, l'Hôtel d'Agglomération du Choletais a la possibilité, au cas par cas, de reporter le créneau sollicité, dans un délai maximal de 24 heures (sans compter les samedi et dimanche au cours desquels l'Hôtel d'Agglomération du Choletais est fermé).

Une même personne peut réserver plusieurs créneaux, mais ceux-ci ne doivent pas être consécutifs.

2. Horaires et durée des créneaux

Afin de permettre une participation du plus grand nombre et un temps de consultation suffisant, chaque créneau réservé donne droit à l'accès au dossier et registre au format papier à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais pendant, au choix, 30 minutes ou 1 heure.

Un délai de 30 minutes après la fin de chaque créneau réservé est prévu afin de permettre à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais de prendre les mesures propres à garantir l'accès aux documents au format papier dans des conditions de sécurité sanitaire maîtrisées.

Afin de faciliter la lisibilité et l'organisation des consultations, les créneaux sont réservables sur des heures fixes par intervalles de 30 minutes : 8h30, 9h00, etc.

3. Protocole à suivre à l'arrivée à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais

En arrivant à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais, à l'heure préalablement convenue, il conviendra de présenter à l'agent d'accueil l'objet de la visite en mentionnant la réservation effectuée.

Un agent de l'Hôtel d'Agglomération du Choletais se chargera de conduire la personne au dossier et registre au format papier. Toutes les modalités pratiques pourront alors être convenues avec cet agent (protocole de sortie au terme de la consultation du dossier au format papier, protocole à suivre pour toutes questions en lien avec le dossier, etc.).

4. Mesures sanitaires à respecter

Le port d'équipement individuel et personnel de protection, comme un masque, est recommandé. Le lavage de mains, au minimum avant et après la consultation du dossier, est obligatoire. Pour cela, du gel hydroalcoolique sera à disposition.

L'agent de l'Hôtel d'Agglomération du Choletais précité veillera à ce que ces mesures soient respectées.

B. À la Mairie de La Tessoualle

1. Réservation préalable d'un créneau

Toute personne souhaitant accéder au dossier et registre au format papier à la Mairie de La Tessoualle doit préalablement réserver un créneau en contactant le **02 41 56 32 74**. L'horaire et la durée du créneau souhaités devront être précisés (***Cf ci-dessous : 2. Horaires et durée des créneaux***).

La réservation est possible pendant toute la durée de la concertation aux jours et heures habituels d'ouverture : le lundi de 14h00 à 17h30, les mardi, mercredi et vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 et les jeudi et samedi de 9h00 à 12h00.

Selon l'état du calendrier des réservations, si un créneau sollicité n'est pas disponible, un autre créneau sera proposé au cas par cas.

Si les mesures à prendre (réservation des salles, organisation préalable liée à l'accueil du public, etc.) pour garantir l'accès au dossier et registre dans des conditions de sécurité sanitaire maîtrisées le rendent nécessaire, la Mairie de La Tessoualle a la possibilité, au cas par cas, de reporter le créneau sollicité, dans un délai maximal de 24 heures (sans compter les lundi matin, jeudi après-midi, samedi après-midi, dimanche au cours desquels la Mairie est fermée).

Une même personne peut réserver plusieurs créneaux, mais ceux-ci ne doivent pas être consécutifs.

2. Horaires et durée des créneaux

Afin de permettre une participation du plus grand nombre et un temps de consultation suffisant, chaque créneau réservé donne droit à l'accès au dossier et registre au format papier à la Mairie de La Tessoualle pendant, au choix, 30 minutes ou 1 heure.

Un délai de 30 minutes après la fin de chaque créneau réservé est prévu afin de permettre à la Commune de La Tessoualle de prendre les mesures propres à garantir l'accès aux documents au format papier dans des conditions de sécurité sanitaire maîtrisées.

Afin de faciliter la lisibilité et l'organisation des consultations, les créneaux sont réservables sur des heures fixes par intervalles de 30 minutes : 8h30, 9h00, etc.

3. Protocole à suivre à l'arrivée à la Mairie de La Tessoualle

En arrivant à la Mairie de La Tessoualle, à l'heure préalablement convenue, il conviendra de présenter à l'agent d'accueil l'objet de la visite en mentionnant la réservation effectuée.

Un agent de la commune de La Tessoualle se chargera de conduire la personne au dossier et registre au format papier. Toutes les modalités pratiques pourront alors être convenues avec cet agent (protocole de sortie au terme de la consultation du dossier au format papier, protocole à suivre pour toutes questions en lien avec le dossier, etc.).

4. Mesures sanitaires à respecter

Le port d'équipement individuel et personnel de protection, comme un masque, est recommandé. Le lavage de mains, au minimum avant et après la consultation du dossier, est obligatoire. Pour cela, du gel hydroalcoolique sera à disposition.

L'agent de la commune de La Tessoualle précité veillera à ce que ces mesures soient respectées.

Un stylo, préalablement désinfecté, sera à disposition. Il est toutefois vivement recommandé de venir avec ses propres accessoires.

III. Mesures d'information

L'information de la tenue d'une concertation sera diffusée selon au moins les moyens suivants :

- Formalités de publicité et notification propres aux obligations réglementaires liées à la diffusion de la délibération de prescription de la procédure (Notification de la délibération aux Personnes Publiques Associées, publication dans les annonces légales d'un journal local, affichage de la délibération),
- Publication d'au moins un article sur le bulletin municipal ou le magazine intercommunal,
- Parution de l'information sur le site internet de l'AdC (urbanisme.cholet.fr).

Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de La Tessoualle
**Annexe 2 - Modalités de collaboration de l'Agglomération du Choletais
avec les communes membres**

Principes généraux

La compétence " Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale " est devenue intercommunale depuis le 15 décembre 2016, en application de l'arrêté préfectoral n° SPC/BCL/2016-88. À ce titre, l'Agglomération du Choletais (AdC) a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal comprenant un volet Habitat (PLUi-H) par délibération du Conseil de Communauté en date du 18 septembre 2017. Dans l'attente de son approbation, l'AdC mène les procédures d'évolution des documents d'urbanisme de ses communes membres.

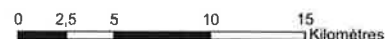
La révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Tessoualle a pour objet de permettre le projet d'extension du camping de La Guinchelière en modifiant le zonage des parcelles concernées actuellement classées en zone agricole.

Le camping de la Guinchelière d'une superficie d'environ 10 100 m² (sans la salle d'activités) est situé à La Tessoualle, à proximité du lac de Ribou. Dans un cadre arboré, le camping se compose actuellement de 12 emplacements (6 mobil-homes, 2 gîtes, 4 chalets), d'une salle d'activités et d'un espace piscine.

Le projet d'extension du camping se réalise dans le prolongement nord du camping existant sur une superficie de 10 800 m². Le camping conservera une taille modérée puisque le projet d'extension consiste à ajouter 12 emplacements aux emplacements déjà existants, une salle de réception et une aire de jeux.

Du fait de la localisation et de l'ampleur mesurée du projet, la procédure d'évolution du PLU de La Tessoualle aura peu d'incidences sur les autres communes de l'AdC, ce qui justifie des modalités de collaboration adaptées.

Situation du projet au sein de l'Agglomération du Choletais



Modalités de collaboration

La révision allégée n°1 du PLU de La Tessoualle est conduite par l'AdC, sous le pilotage du Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire.

Les communes de l'AdC

Du fait des étapes de la procédure et instances de validation y découlant, l'ensemble des communes de l'AdC sont informées régulièrement du déroulement de la procédure, par le biais notamment de leur organe exécutif :

- Conformément à l'article L. 153-8 du code de l'urbanisme, lors de la Conférence Intercommunale des Maires au cours de laquelle les modalités de collaboration avec les communes seront examinées avant la délibération du Conseil de Communauté arrêtant ces modalités,
- Conformément aux articles L. 153-8 et L. 153-11 du code de l'urbanisme, le Conseil de Communauté de l'AdC délibérera afin de prescrire la procédure, préciser les objectifs poursuivis et les modalités de concertation, et arrêter les modalités de collaboration avec les communes,
- Conformément aux articles L. 153-14 et R. 153-3 du code de l'urbanisme, le Conseil de Communauté de l'AdC délibérera afin d'arrêter le projet de révision allégée n°1 du PLU de La Tessoualle et tirer le bilan de la concertation,
- Conformément à l'article L. 153-21 du code de l'urbanisme, lors de la Conférence Intercommunale des Maires après l'enquête, notamment pour prendre connaissance des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête,
- Conformément à l'article L. 153-21 du code de l'urbanisme, le Conseil de Communauté de l'AdC délibérera afin d'approuver la révision allégée n°1 du PLU de La Tessoualle.

La Commission " Aménagement de l'Espace " de l'AdC réunit au moins un représentant de chaque commune et dispose d'un rôle consultatif sur les affaires liées à l'aménagement du territoire. Elle sera mobilisée, en tant que de besoin, pour diffuser les informations relatives au déroulement de la procédure.

Modalités supplémentaires pour la commune de La Tessoualle

La commune de La Tessoualle, directement concernée par la procédure, fait l'objet de modalités de collaboration plus approfondies.

Préalablement à la procédure d'évolution du PLU, des études environnementales ont été menées par l'AdC sur le secteur concerné par le projet. La commune de La Tessoualle a participé à chacune des réunions clefs de ces études et continuera d'être associée techniquement tout au long de la procédure.

En supplément des modalités de collaboration prévues pour l'ensemble des communes de l'AdC :

- le Conseil Municipal de La Tessoualle sera invité à émettre un avis sur le projet arrêté de révision allégée du PLU,
- le Maire de la commune de La Tessoualle sera invité à participer à l'examen conjoint organisé après l'arrêt du projet et avant l'enquête publique.

ANNEXE 1 – BILAN DES CONSULTATIONS ET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

PRÉAMBULE – INCIDENCES DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE SUR LES CONSULTATIONS ET L'ENQUÊTE PUBLIQUE

En raison de l'épidémie de Covid-19, les délais des procédures administratives ont été suspendus dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire qui, après la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 a été prorogé jusqu'au vendredi 10 juillet 2020 (inclus).

La période de " suspension " des délais a commencé le jeudi 12 mars (inclus) et s'est terminée le mardi 23 juin (inclus).

Dans le cadre des consultations liées à la procédure de La Tessoualle, cette période de " suspension " n'a pas eu d'incidence.

La saisine des Personnes Publiques Associées (PPA) a été effectuée au début du mois de février et aucun délai ne s'impose aux PPA pour qu'ils émettent leur avis. Ils ont donc disposé d'un délai suffisant d'un mois et demi pour émettre leur avis avant la période de suspension des délais. Une partie des PPA a participé à la consultation par l'envoi d'un courrier pendant la période de suspension des délais.

Seule la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) était tenue par un délai de réponse, lequel a été suspendu. La MRAe a toutefois rendu une décision expresse pendant cette période, rendant sans impact la suspension des délais.

Comme indiqué dans le rapport du commissaire enquêteur, l'enquête publique initialement envisagée au mois de mai 2020 a dû être reportée en raison de l'état d'urgence sanitaire. L'ordonnance 2020-560 du 13 mai 2020 a autorisé la reprise des enquêtes publiques à compter du 31 mai 2020. Cela a permis d'organiser l'enquête au mois de juin 2020.

PARTIE 1 - AVIS DE LA MRAE

Le dossier de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de La Tessoualle a été soumis le 4 février 2020, à l'examen au cas par cas de la MRAe afin qu'elle détermine si la procédure est soumise ou non à évaluation environnementale.

Par décision n°2020DKPDL16 / PDL-2020-4524 en date du 6 avril 2020, la MRAe a considéré que la procédure ne nécessite pas d'évaluation environnementale. Cela a notamment permis l'organisation d'une enquête publique d'une durée minimale de 15 jours.

PARTIE 2 – AVIS DES PPA

Par courrier en date du 4 février 2020, le dossier de modification n°3 du PLU de La Tessoualle a été envoyé pour avis aux PPA recensées dans le tableau ci-dessous :

PPA	Date de réception de l'avis
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Maine-et-Loire	24 février 2020
Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire	3 mars 2020
Commune de La Tessoualle	3 mars 2020
Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire	4 mars 2020
État	18 mars 2020

Département de Maine-et-Loire	1 ^{er} avril 2020
Agglomération du Choletais	-
Chambre de Commerce et de l'Industrie de Maine-et-Loire	-
Région des Pays de la Loire	-

Avis de la Commune de La Tessoualle

La commune de La Tessoualle émet un **avis favorable** sur le projet de modification de son PLU et profite de cette procédure pour demander la rectification d'erreurs matérielles :

- retirer les trames correspondantes aux périmètres de protection du captage d'eau potable du plan de zonage (planche ouest),
- retirer les trames à rayures de couleur orange (périmètres entourant les axes sonores de la commune) du plan des Servitudes d'Utilité Publique (SUP),
- remplacer, au sein de la pièce n°5-8 du PLU, l'arrêté préfectoral n°SG-BCIC n°2003-168 en date du 18 mars 2003 portant classement des infrastructures sonores dans le département de Maine-et-Loire par l'arrêté préfectoral n°DIDD/BCI n°2016-099 en date du 9 décembre 2016 portant révision dudit classement,
- actualiser le plan n°5.8.a. au regard du nouveau classement des infrastructures sonores,
- préciser la légende du plan n°5.8.a afin d'améliorer la compréhension de la règle (zone dans laquelle des prescriptions notamment acoustiques s'appliquent et non zone d'inconstructibilité).

Comme indiqué dans le mémoire en réponse au Procès Verbal de Synthèse (PVS) du commissaire enquêteur, l'Agglomération du Choletais (AdC) confirme que ces demandes de corrections relèvent d'erreurs matérielles probablement issues d'une erreur de manipulation des documents modifiables du PLU lors de précédentes procédures d'évolution du document. Elles n'ont donc pas fait l'objet de validation et leur rectification facilitera l'accessibilité du public à l'information.

L'AdC souhaite donc répondre favorablement aux remarques de la commune et modifier le dossier en conséquence.

Avis de la Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire

La Chambre d'Agriculture, bien qu'elle souscrive à la démarche de concilier préservation de la zone humide et projet urbain, émet un **avis défavorable** au projet de modification en demandant à ce que le seuil de densité soit relevé à 20 logements par hectare minimum.

En effet, le projet de modification n°3 du PLU de La Tessoualle propose de réduire la densité minimale de l'opération de La Rimbouillère de 20 à 18 logements par hectare au sein de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dédiée à ce secteur. Cette évolution constitue un alignement sur la densité minimale fixée par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Choletais approuvé le 17 février 2020.

Après concertation avec la commune de La Tessoualle, l'AdC **ne reviendra pas sur la densité minimale de 18 logements par hectare fixé dans le projet de modification**. Dans un courrier de réponse à l'avis de la Chambre d'Agriculture (*Co_2020-67 en date du 15 juin 2020*), lequel a été intégré au dossier d'enquête publique et annexé au mémoire en réponse au PVS du commissaire enquêteur, l'AdC motive ce choix en plusieurs points :

- c'est une densité cohérente avec les enjeux de limitation de consommation foncière ainsi qu'avec les orientations du SCoT de l'AdC,
- c'est une densité importante par rapport aux densités réalisées sur les anciennes opérations d'habitat à La Tessoualle,
- la compensation intégrale du niveau de densité des anciennes opérations d'habitat sur la seule opération de La Rimbouillère, même avec une densité de 20 logements par hectare, n'est pas possible,
- le renforcement des densités doit se faire de manière progressive jusqu'au PLU intercommunal (PLUi),
- la commune de La Tessoualle contribue grandement à la limitation de la consommation des espaces agricoles et naturels grâce à la production notable de logements au sein de l'enveloppe urbaine,
- la qualité paysagère, environnementale du secteur de La Rimbouillère et de ses abords étant significative, une densité minimale de 18 logements par hectare apparaît être le meilleur compromis entre les différents enjeux.

Le commissaire enquêteur, dans son rapport et ses conclusions, indique souscrire à cet argumentaire.

L'AdC ne prendra pas en compte les remarques de la Chambre d'Agriculture. Le courrier n°2020-67 motivant ce choix est ajouté dans les annexes du dossier de modification.

Avis de l'État

L'État souligne que le projet de modification permet d'éviter l'urbanisation sur les secteurs humides les plus sensibles, et prend bien en compte les zones humides à préserver en les classant en zone ND protectrice. De plus, il met en avant la volonté de développement des liaisons douces à proximité du centre-bourg. L'État signale plusieurs éléments :

- le projet sera soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau et fera à ce titre l'objet d'une étude d'incidence spécifique ;
- il est à regretter que la densité, réduite de 20 à 18 logements par hectare, se conforme strictement au minimum demandé par le SCoT ;
- l'impact paysager de l'opération d'aménagement sur la silhouette du bourg de La Tessoualle n'est pas étudié : le dossier devra être complété par des éléments permettant d'appréhender cet éventuel impact ;
- la conception et la réalisation de cheminement sur les sols identifiés comme zone humide ne devra entraîner aucune imperméabilisation des sols identifiés. A ce titre, l'État demande que dans l'article 2.2 de la zone NDe la phrase suivante soit ajoutée : "*les aménagements autorisés ne devront pas générer de ruissellement supplémentaire* " ;

Dans un courrier de réponse à l'avis de l'État (*Co_2020-68 en date du 15 juin 2020*), lequel a été intégré au dossier d'enquête publique et au mémoire en réponse au PVS du commissaire enquêteur, l'AdC répond aux remarques de l'État.

Sur la densité, les arguments de l'AdC sont les mêmes que ceux précédemment listés dans la réponse à l'avis de la Chambre d'Agriculture. **L'AdC souhaite conserver une densité minimale de 18 logements par hectare sur ce secteur.**

Sur l'impact paysager de l'opération d'aménagement, il est précisé que du fait de la réduction de la densité, cet impact sera amoindri. De plus, une **note présentant quelques éléments permettant de**

développer une première vision globale de l'insertion du projet dans son environnement est jointe au courrier n°2020-68 : ce courrier accompagné de la note paysagère est **ajouté aux annexes du dossier de modification, la demande de l'État étant alors satisfaite.**

Enfin, la disposition proposée par l'État pour empêcher l'imperméabilisation des sols considérés comme zone humide, n'est pas satisfaisante pour permettre l'instruction objective d'une autorisation d'urbanisme. Toutefois, **l'AdC souscrivant à la finalité d'une telle disposition, ajoute la règle rédigée de la façon suivante : " Ces aménagements légers ne devront pas générer d'imperméabilisation des sols ".**

Avis de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA), de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et du Département de Maine-et-Loire

La CMA de Maine-et-Loire fait savoir par courrier qu'elle n'a **pas d'observation particulière** à formuler sur le projet de modification.

L'ARS des Pays de la Loire fait savoir par courrier que les différents points du projet de modification n'appelle **pas d'observation particulière.**

Le département de Maine-et-Loire fait savoir par courrier que les évolutions proposées ne remettent pas en cause les intérêts du département et émet, par conséquent, un **avis favorable au projet de modification.**

Avis tacites de l'AdC, de la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) et de la Région des Pays de la Loire

La CCI de Maine-et-Loire, l'AdC et la Région des Pays de la Loire, par l'absence de courrier formulant un avis expresse, ont délivré un **avis favorable tacite** au projet de modification.

PARTIE 3 – ENQUÊTE PUBLIQUE

Déroulement de l'enquête publique

Par décision n° E2000023/44 en date du 12 février 2020, le Président du Tribunal Administratif de Nantes a désigné Monsieur Raymond LEFEVRE en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête publique relative à la procédure de modification n°3 du PLU de La Tessoualle.

Conformément à l'arrêté n°2020/08 du Président de l'AdC en date du 28 mai 2020 l'enquête publique s'est déroulée pendant 19 jours du lundi 22 juin 2020, 9h00 au vendredi 10 juillet 2020, 17h00 à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais (siège de l'enquête) et à la Mairie de La Tessoualle.

En raison de l'épidémie de Covid-19, des modalités particulières d'information et de participation du public ont été définies de manière concertée entre le commissaire enquêteur, la Mairie de La Tessoualle et l'AdC. Cela a permis de garantir la participation du plus grand nombre dans des conditions de sécurité sanitaire optimales.

Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur a tenu une permanence physique à la Mairie de La Tessoualle, deux permanences physiques à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais et deux permanences téléphoniques.

Le dossier et registre étaient consultables au format papier à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais et à la Mairie de La Tessoualle ainsi qu'au format numérique sur un poste informatique à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais et sur le site internet urbanisme.cholet.fr .

Le public pouvait émettre des remarques sur les registres papiers, par courrier, par mail ou lors des permanences physiques et téléphoniques.

Participation du public

L'enquête publique a mobilisé peu de personnes. Le commissaire enquêteur n'a eu aucune visite lors des permanences physiques et deux appels lors des permanences téléphoniques.

Trois remarques, sans lien avec les objets de l'enquête publique, ont été déposées dans le registre d'enquête dont un doublon :

1) Monsieur SIMONET s'est renseigné sur l'objet de la modification n°3 du PLU,

2 et 3) Monsieur BOUTET a demandé les possibilités de classer tout ou partie de la parcelle AP n°0212, dont il est propriétaire, actuellement située en zone Agricole (A), en zone urbanisable (AU). De plus, il a souhaité savoir si la grange existante sur la parcelle précitée pouvait bénéficier d'un changement de destination.

Procès Verbal de Synthèse et réponse de l'AdC

Suite à la clôture de l'enquête publique le vendredi 10 juillet 2020 à 17 h, le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse en main propre ce même jour à 18 h, comme le prévoit l'article R. 123-18 du code de l'environnement. Le jeudi 16 juillet 2020 l'AdC a apporté une réponse au commissaire enquêteur dans un mémoire en réponse.

Le commissaire enquêteur, dans son PVS, explique que les trois observations déposées dans le registre n'étant pas en lien direct avec l'objet de l'enquête publique, aucune réponse de l'AdC n'est demandée à ce sujet.

L'AdC confirme l'absence de lien avec l'objet de l'enquête publique, mais précise également que les évolutions sollicitées par Monsieur BOUTET n'entrent pas dans le champ d'application d'une procédure de modification. L'AdC explique toutefois être à l'écoute des questions de Monsieur BOUTET et s'engage à lui apporter des réponses ultérieurement.

Au regard de ces considérations, aucune réponse n'est apportée à l'observation 1 et les observations de Monsieur BOUTET n'appellent pas de rectifications du dossier de modification n°3 (annexe 2), lequel n'évolue donc pas du fait de la participation du public.

Rapport d'enquête publique, conclusions et avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a transmis son rapport et ses conclusions le lundi 27 juillet 2020.

Il émet un **avis favorable** sur le projet de modification n°3 du PLU de La Tessoualle, objet de l'enquête publique après avoir souscrit aux réponses formulées par l'AdC, tant concernant les remarques émises par les PPA, que par celles présentées par le public.

Ainsi, le dossier de modification n°3 (en annexe 2) fait l'objet des évolutions citées dans la partie 2 de la présente annexe, relative aux avis des PPA.

ANNEXE 1 – BILAN DES CONSULTATIONS ET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1 - AVIS DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ (INAO) ET DU CENTRE RÉGIONAL DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE (CRPF) BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE

L'INAO et le CRPF ont été invités à émettre un avis sur le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Maulévrier

Par courrier en date du 17 mars 2020, le CRPF a précisé que, la procédure n'impactant aucune surface boisée, le dossier n'appelait aucune remarque de sa part.

Par courrier en date du 26 mai 2019, l'INAO a émis un avis favorable sur la procédure, dans la mesure où celle-ci n'a pas d'incidence directe sur les aires d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) et les aires d'Indication Géographique Protégée (IGP) couvrant la commune.

2 - AVIS DE LA MISSION RÉGIONALE D'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE (MRAe)

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Maulévrier a été soumis à l'examen au cas par cas de la MRAe afin de décider si la procédure est soumise ou non à évaluation environnementale.

Par décision n°2020-4601 en date du 6 mai 2020, la MRAe a considéré que la procédure ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

3 - AVIS DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (CDPENAF)

Par courrier en date du 24 juin 2020, la CDPENAF a émis un avis favorable à la création du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STeCAL) nécessaire à la réalisation du projet d'extension de la SNC GABORIT.

4 - DEMANDE DE DÉROGATION À L'URBANISATION LIMITÉE EN L'ABSENCE DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)

Lors de la prescription de la procédure par délibération du Conseil de Communauté en date du 17 février 2020, la commune de Maulévrier ne possédait pas de SCoT opposable.

En effet, le Conseil de Communauté a approuvé le SCoT de l'Agglomération du Choletais, couvrant l'intégralité des communes de l'AdC, par délibération en date du 17 février 2020. Par application des articles L. 143-24 et L. 143-25, le SCoT aurait dû prendre son caractère exécutoire deux mois après son approbation, si le Préfet ne transmet pas de lettre motivée telle que prévu par l'article L. 143-25 du code de l'urbanisme.

L'état d'urgence sanitaire suite à l'épidémie de COVID-19 et la succession de lois et ordonnances liées ont suspendu les délais administratifs, y compris celui mentionné à l'article L. 143-24. Le SCoT n'est ainsi entré en vigueur qu'au 1^{er} août 2020.

Ainsi, le courrier du Préfet en date du 24 juin 2020, accordant la dérogation au principe d'urbanisation limitée, après consultation de la CDPENAF qui s'est exprimée le 23 juin 2020 et de l'AdC qui a prononcé un avis favorable par décision n° 2020/209 en date du 8 juin 2020, est sans objet.

5 - EXAMEN CONJOINT DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES (PPA)

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Maulévrier a fait l'objet d'un examen conjoint des PPA le 15 juin 2020. Le dossier avait été préalablement envoyé aux PPA conviées. Un support, sous format diaporama, a été utilisé pour présenter le dossier.

Le Conseil Départemental s'est excusé, et a notifié par courrier en date du 18 juin 2020 son avis favorable.

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat s'est excusée.

Le Conseil Régional s'est excusé par mail du 12 juin 2020, précisant qu'aucune alerte technique n'était à relever à la lecture du dossier.

Les PPA présentes (l'Agglomération du Choletais, la Commune Maulévrier, la Direction Départementale des Territoires – DDT - de Maine-et-Loire, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et d'Industrie, et l'Agence Régionale de la Santé) se sont quant à elles directement exprimées.

Toutes les PPA ont émis un avis favorable sans réserve au projet.

6 - ENQUÊTE PUBLIQUE

Par décision n°E20000057/44, le Président du Tribunal Administratif de Nantes a désigné Monsieur Jean-Luc HOCHART en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Maulévrier.

Conformément à l'arrêté n°2020/10 du Président de l'Agglomération du Choletais en date du 4 juin 2020, l'enquête publique s'est déroulée du 30 juin 2020 au 17 juillet 2020 inclus. Au vu des conditions sanitaires particulières, des précautions ont été prises tout en maintenant un accès facilité au public pour s'informer et participer à cette enquête :

- Le public a été invité à privilégier les modes d'information et de participation dématérialisés (adresse mail à disposition, dossier d'enquête et registre consultable en ligne, publicité via les sites internet de l'AdC et de la commune de Maulévrier, via l'application CityWall de la Commune, via l'hebdomadaire de l'AdC " Synergences ", via des insertions presse dans 2 éditions du Courrier de l'Ouest et du Ouest France, et via un affichage dans la commune de Maulévrier, à l'Hôtel d'Agglomération, et sur le site du projet).
- Le commissaire enquêteur a tenu 2 permanences téléphoniques les 2 et 15 juillet,
- Le commissaire enquêteur a tenu 3 permanences physiques le 30 juin et le 17 juillet en mairie de Maulévrier, et le 8 juillet à l'Hôtel d'Agglomération.

Une remarque a été déposée dans le registre d'enquête par une riveraine, concernant les accès et le stationnement sur site.

Conformément à l'article R. 123-18 du code de l'environnement, Monsieur le commissaire enquêteur a transmis le 22 juillet 2020 son Procès Verbal de synthèse, auquel l'AdC a répondu par un mémoire en réponse en date du 24 juillet 2020.

Enfin, le commissaire enquêteur a transmis son rapport et ses conclusions le 31 juillet 2020. Il a émis un avis favorable à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Maulévrier sous deux réserves :

- Le dossier ICPE devra intégrer les dispositions de l'arrêté interpréfectoral du 5 juin 2015 définissant le programme d'actions visant à restaurer la qualité de la ressource en eau du captage du Ribou à Cholet,
- Les aires imperméabilisées extérieures existantes et futures (parking, aire de stockage, ...) devront être équipées d'un système pour la séparation des hydrocarbures.

Le dossier ICPE n'étant pas lié à la procédure d'évolution du PLU, le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Maulévrier n'est pas modifié du fait des réserves du commissaire enquêteur. Toutefois, l'entreprise GABORIT a été informée de ces réserves et s'est engagée à les respecter dans le cadre du projet, notamment en les traduisant dans le dossier ICPE.

En conséquence, il est proposé d'approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Maulévrier sans modifications.



PLAN DU PARCEL LAINE CADASTRAL

APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFRP)

re : 048932
 Signature (a)

Numero d'ordre du document d'arpentage

Document visible et numéroté le

Par

Section : Z1
 Feuille(s) : 01
 Cote(s) du plan : P5
 Echelle d'origine : 1/2000
 Echelle d'exécution : 1/2000
 Date de l'exécution : 04/10/2005

CERTIFICATION
 (Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1959)
 Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (2) a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies et l'usage attaché sur la parcelle;
- B - En conformité d'un plan cadastral;
- C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie d'origine, dressé le 27/07/2020 par M. JOLICK BENOIT géomètre à CHOLET

Les propriétaires déclarant avoir pris connaissance des informations portées au titre de la chambre 6463 A CHOLET le 27/07/2020

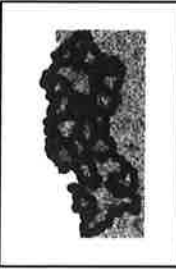
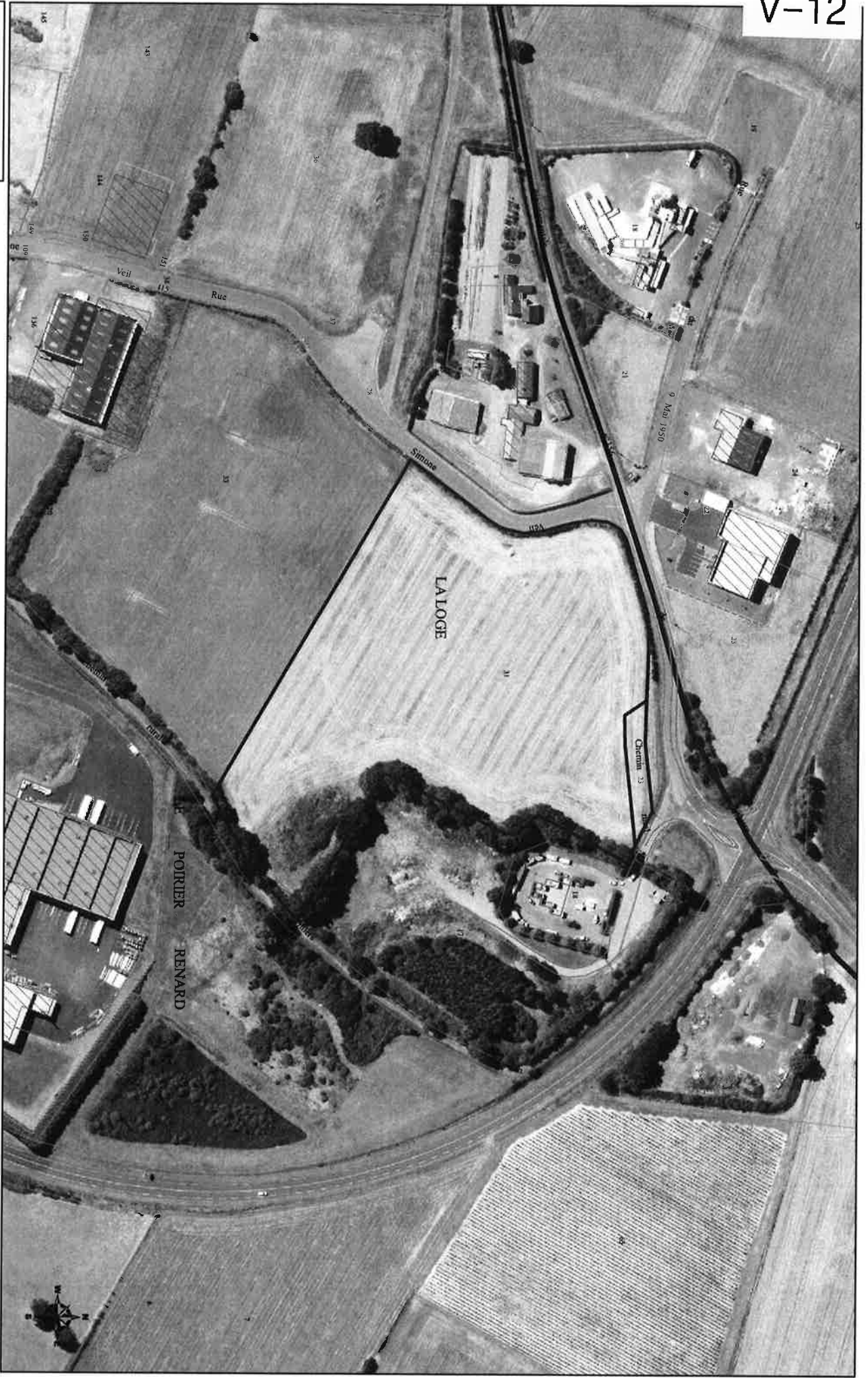
Cachet du rédacteur du document :

Document dressé par
 JOLICK BENOIT
 A : CHOLET Cedex
 Date : 27/07/2020
 Signature :

Dossier: C.052.2020.201975

(1) Réviser les mentions initiales. La lettre A n'est applicable que dans le cas d'un arpentage par relevé par voie de mise à jour, dans le bornage B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le bornage.
 (2) Qualité de la personne ayant déclaré avoir pris connaissance des informations portées au titre de la chambre 6463 A CHOLET le 27/07/2020
 (3) Préciser les noms et qualités de tous les propriétaires intervenus, ainsi qu'éventuellement ceux de l'ancien propriétaire.





Extrait cadastral

Echelle : 1:2 500

11/06/2019

©Copyright - Communauté d'Agglomération du Choletais
Sources : DEPFP - Cadastre, Données réservées.

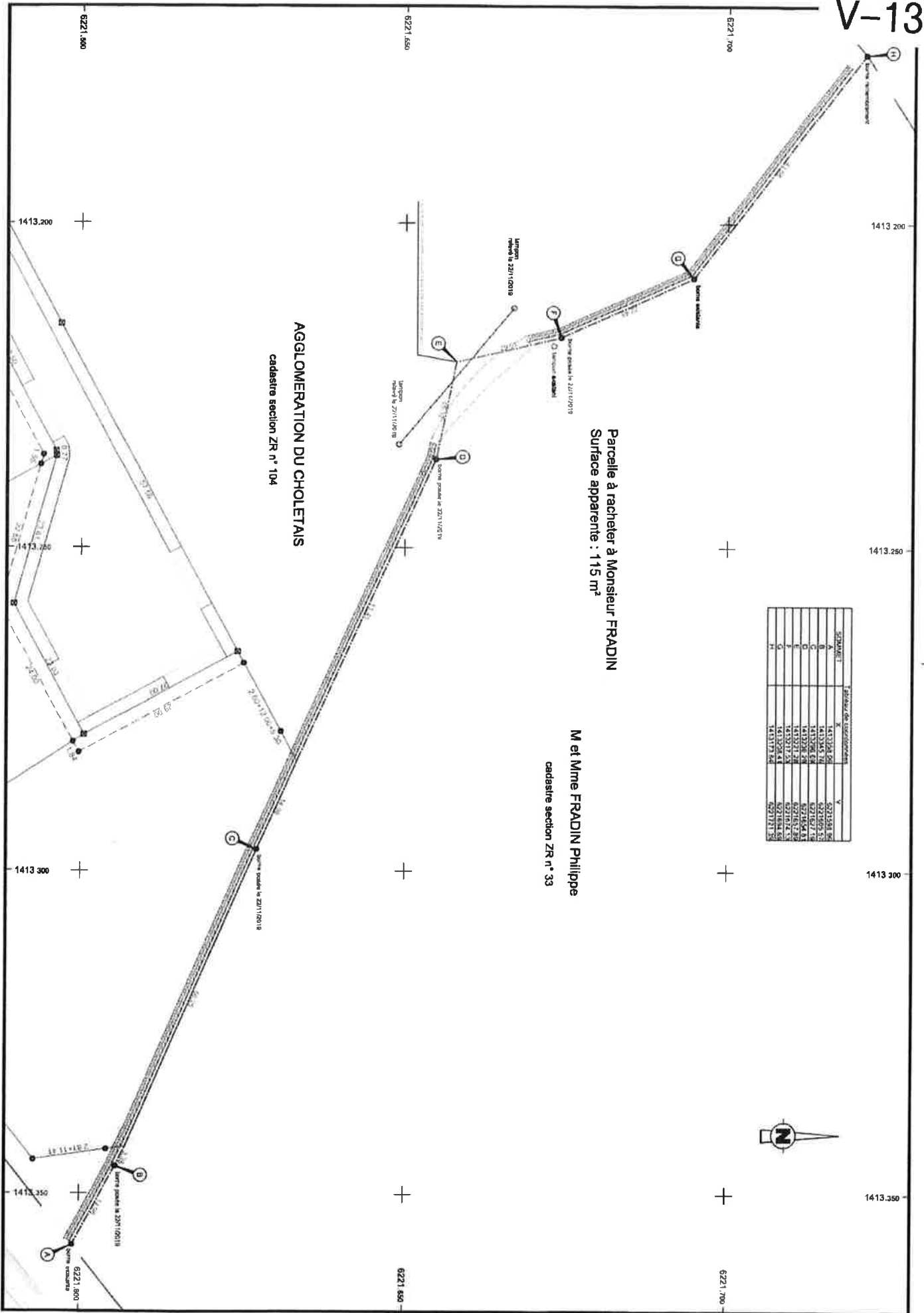
Situations		Rapport des superficies	
A	B	X	Y
1413284.52	6221898.92		
1413285.72	6221899.52		
1413286.88	6221900.12		
1413288.08	6221900.72		
1413289.28	6221901.32		
1413290.48	6221901.92		
1413291.68	6221902.52		
1413292.88	6221903.12		
1413294.08	6221903.72		
1413295.28	6221904.32		
1413296.48	6221904.92		
1413297.68	6221905.52		
1413298.88	6221906.12		
1413299.08	6221906.72		
1413300.28	6221907.32		
1413301.48	6221907.92		
1413302.68	6221908.52		
1413303.88	6221909.12		
1413305.08	6221909.72		
1413306.28	6221910.32		
1413307.48	6221910.92		
1413308.68	6221911.52		



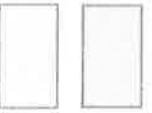
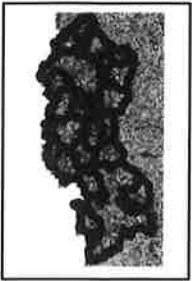
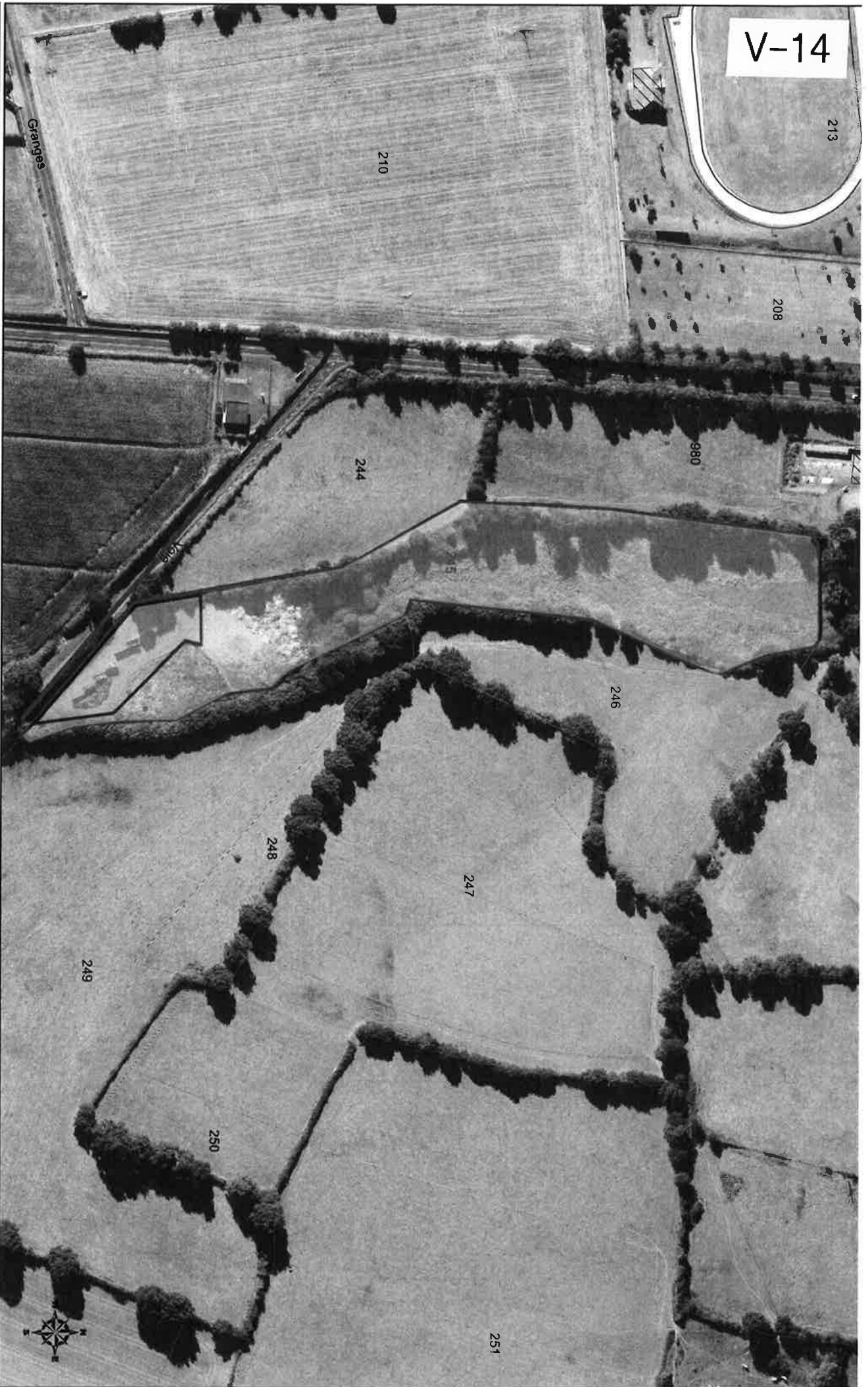
Parcelle à racheter à Monsieur FRADIN
Surface apparente : 115 m²

M et Mme FRADIN Philippe
cadastré section ZR n° 33

AGGLOMERATION DU CHOLETAIS
cadastré section ZR n° 104



V-14



Emprise à céder à la commune de Maulévrier

Emprise déchetterie de Maulévrier

Echelle : 1:2 200

07/07/2020

©Copyright - Communauté d'Agglomération du Choletais
Sources : DGFIP - Cadastre. Droits réservés.

Annexe 1 - Les données financières

Les 16 actions du " programme 2021-2026 " du captage de Ribou, représentent 6 651 000 € TTC

Numéro	Actions	Numéro CT Eau	Coût de l'action	Axes stratégiques
1	Développer l'appartenance à un territoire et à une dynamique bénéfique pour l'eau et l'environnement en général	604	120 000 €	1
		cell. Anim.		
2	Développement AB	605	330 000 €	2
3	Favoriser les systèmes herbagers	610	90 000 €	
4	Accompagnement des agriculteurs aux changements de pratiques	611	150 000 €	
5	Favoriser la mise en œuvre des MAEC	621	120 000 €	
6	Promouvoir et soutenir l'arbre champêtre (Bocage, haies en rupture de pente)	613	90 000 €	
7	Restauration des ruisseaux, émissaires, zones humides et création des zones tampons du Trézon	CTMA	4 191 000 €	
		cell. Anim.		
		Dir. Amgt		
8	Suivi de la qualité des eaux du bv de Ribou	615	390 000 €	
9	Stations de mesures automatiques des débits en entrées des lacs	619	120 000 €	
10	Sensibiliser les entreprises artisanales et industrielles	606	90 000 €	
		cell. Anim.		
11	Accompagner les paysagistes vers "zéro pesticides"	608	120 000 €	
		cell. Anim.		
12	Sensibiliser les collectivités	607	60 000 €	3
		cell. Anim.		
13	Sensibiliser les particuliers	607	120 000 €	
		cell. Anim.		
14	Co- construction des actions	cell. Anim.	0 €	4
15	Renforcer la cellule animation du PA de Ribou (augmentation de 1,5 ETP)	603	660 000 €	
16	S'appuyer sur des relais locaux	cell. Anim.	0 €	
TOTAL DES ACTIONS DU PA 2021-2026			6 651 000 €	

<i>TOTAL DES ACTIONS portées directement par l'AdC (PA Ribou 2021-2026)</i>	2 460 000 €
<i>Travaux de restauration inscrite au CTMA par l'EPTB de la Sèvre-Nantaise</i>	4 191 000 €

Modalités d'élaboration, de concertation et de consultation du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de l'Agglomération du Choletais

Plusieurs dispositions du code de l'environnement réglementent les modalités d'élaboration, de concertation et de consultation du plan climat.

Ainsi, les articles R. 122-17 et R. 122-20 prévoient que les PCAET doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale, dès le début et tout au long de la démarche, en vue de promouvoir un développement durable et d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé humaine.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 229-25, le diagnostic initial du territoire sera complété du bilan de gaz à effet de serre "patrimoine et compétences" de l'Agglomération du Choletais et de la Ville de Cholet, afin d'évaluer les émissions de GES issues du patrimoine de ces deux entités (bâtiments, flotte de véhicules, etc), de l'activité de leurs services et de l'exercice de leurs compétences.

Enfin, en application de l'article R. 229-53, l'établissement public qui engage l'élaboration d'un plan climat doit en définir les modalités d'élaboration et de concertation.

Par une démarche transversale et participative, la procédure d'élaboration du PCAET de l'AdC visera à concilier développement économique responsable, préservation de l'environnement et des ressources locales et équité sociale.

L'établissement du PCAET sera réalisé en régie, sous le pilotage du service Développement Durable, avec l'accompagnement du Syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire (SIEML) et l'assistance d'un prestataire externe.

Les modalités de gouvernance, définies afin de partager et animer la démarche et travailler sur les spécificités locales, notamment au niveau des enjeux, des objectifs chiffrés et du plan d'actions, reposeront sur :

- un comité technique, composé de l' élu référent du PCAET, du prestataire externe, du service Développement Durable, du SIEML et d'Air Pays de la Loire ;
- un comité de pilotage, élargi aux élus de l'AdC concernés par les thématiques du PCAET, au Conseil de Développement, aux services de l'État compétents (Direction Départementale des Territoires du Maine-et-Loire, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), à la Région des Pays de la Loire, au Département de Maine-et-Loire, à l'ADEME, aux chambres consulaires, aux réseaux de transport et de distribution d'énergie et à des partenaires extérieurs, selon le thème abordé ;
- des groupes de travail thématiques, composés de l' élu référent du PCAET, du Conseil de Développement, des Communes et directions de l'AdC, des chambres consulaires, des acteurs socio-professionnels du territoire, des partenaires et prestataires concernés, des réseaux de transport et de distribution d'énergie et des associations environnementales.

L'élaboration du PCAET fera l'objet d'une large concertation avec le public et les acteurs locaux, afin de favoriser l'émergence d'une dynamique de mobilisation et de mise à contribution de l'ensemble des acteurs, l'objectif étant de créer les conditions d'une appropriation collective des problématiques soulevées et de susciter une motivation partagée pour s'engager avec conviction dans la transition énergétique.

La sensibilisation des citoyens, par la proposition dès le démarrage du PCAET d'un questionnaire en ligne, accompagné d'un film qui expliquera ce qu'est un plan climat, permettra de les associer et de disposer de leurs ressentis sur les différentes thématiques.

Une première concertation des acteurs sera envisagée pour l'appropriation du diagnostic.

Cette concertation se poursuivra au-delà, pour élaborer la stratégie et les plans d'actions, ainsi que la consultation obligatoire du public, par voie électronique, prévue par les articles L. 120-1 et L. 123-19 du code de l'environnement.

La communication et la sensibilisation seront continues, le PCAET devant permettre aux acteurs locaux et aux habitants de devenir moteur de la transition énergétique et environnementale, en saisissant les

enjeux, les clés d'actions individuelles et collectives possibles mais également les atouts du territoire pour mieux les préserver.

La sensibilisation du grand public s'appuiera également sur des événements, comme des conférences, des spectacles ou la découverte du territoire par la visite de sites pilotes en matière d'énergie, par exemple.

Le calendrier prévisionnel d'élaboration du plan climat est basé sur une durée globale de 18 mois environ, se décomposant ainsi :

- l'élaboration du PCAET et de son Évaluation Environnementale Stratégique, du 4^{ème} trimestre 2020 au 3^{ème} trimestre 2021 ;
- la réalisation du bilan gaz à effet de serre " patrimoine et compétences " de l'AdC et de la Ville de Cholet, du 4^{ème} trimestre 2020 au 1^{er} trimestre 2021 ;
- l'arrêt du projet de PCAET et de son Évaluation Environnementale Stratégique, puis sa transmission à l'autorité environnementale, au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional, de septembre à décembre 2021 ;
- la consultation du public, en janvier 2022 ;
- l'adoption du PCAET, le cas échéant amendé, puis sa mise à disposition au public en mars 2022.